L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 24 OCT. 1974 N° 246

« Au peuple algérien,

« Aux militants de la cause nationale !

« A vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'Indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents administratifs et autres politicailleurs véreux.

« Nous considérons avant tout qu'après des décades de luttes, le Mouvement national a atteint sa phase finale de réalisation. En effet, le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action, et, sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

« Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne. L'heure est grave !

« Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

« Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personne et de prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.

« Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de :

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

« Pour préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

BUT : Indépendance nationale par :

1° La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

2° Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions.

proclamation du F.L.N. 1er novembre 1954

Sigle de la célébration du 20e anniversaire du déclenchement de la Révolution nationale du peuple algérien.

Objectifs intérieurs :

1° *Assainissement politique* par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, cause de notre régression actuelle.

2° *Rassemblement et organisation* de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

Objectifs extérieurs :

1° Internationalisation du problème algérien.

2° Réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman.

3° Dans le cadre de la Charte des Nations-Unies, affermissement de notre sympathie agissante à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre action libératrice.

Moyens de lutte :

« Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieures et extérieures, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

« Pour parvenir à ces fins, le *Front de Libération Nationale* aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de nos alliés naturels.

« C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et toutes les ressources nationales. Il est vrai : la lutte sera longue, mais l'issue est certaine.

« En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir réel de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes.

1° La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.

2° L'ouverture de négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible.

3° La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toutes les poursuites contre les forces combattantes.

En contre-partie :

1° Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.

2° Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et dans ce cas seront considérés comme tels en droits et en devoirs.

3° Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

« Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le *Front de Libération Nationale* est ton front, sa victoire est la tienne.

« Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la Patrie. »

au Président Houari Boumédienne,

Président du Conseil de la Révolution et du Conseil des Ministres de la République algérienne démocratique et populaire,

au Parti du Front de Libération nationale,

à l'Amicale des Algériens en Europe,

au Peuple algérien,

aux travailleurs algériens immigrés en France

A l'occasion du vingtième anniversaire du déclenchement de la juste guerre de Révolution nationale du peuple algérien, et au nom des communistes marxistes-léninistes de France, l'Humanité rouge vous prie d'agréer ses plus chaleureuses félicitations, ainsi que l'expression de ses sentiments d'étroite solidarité et d'amitié profonde, et sa reconnaissance pour les coups portés par votre peuple héroïque au capitalisme, à l'impérialisme et au colonialisme français et international.

Pendant cent trente-deux années, le colonialisme français a commis contre le peuple algérien les pires méfaits sur tous les plans : politique, économique, culturel, etc. Il s'est rendu coupable de crimes innombrables, exterminant par la violence militaire plus de trois millions d'Algériens, de 1830 à 1962.

Mais le peuple algérien a opposé à la conquête et à la domination illégitimes et criminelles de la bourgeoisie française une résistance acharnée, héroïque et constante.

Des combats patriotiques de l'Emir Abd-el-Kader à l'ultime offensive délenchée par le Front de Libération nationale le 1er novembre 1954, en passant par les combats d'El Mokrani et Boumezrag en 1871, par les révoltes contre la conscription en 1916 et par la première grande offensive de 1945 la lutte nationale n'a jamais connu de trêve, même si, dans de courtes périodes, elle a revêtu d'autres formes que le recours aux armes (action de l'Emir Khaled par exemple).

Au cours de ces cent trente-deux années, jamais le peuple algérien dans sa masse n'a renoncé à ses biens les plus précieux, l'indépendance et la liberté, consacrant pour les reconquérir les sacrifices les plus élevés ; jamais il n'a abandonné sa personnalité nationale, héritière d'une société et d'une civilisation séculaires.

Aussi, le 1er novembre 1954, la nation algérienne, rejetant de toutes ses forces, l'exploitation et l'oppression colonialistes, s'est-t-elle dressée pour mener à son terme victorieux son ultime combat libérateur. En ces circonstances, les patriotes algériens ont emprunté la seule et unique voie historique susceptible de conduire leur pays à la victoire : la voie de la guerre révolutionnaire du peuple.

Comptant sur leurs propres forces et s'appuyant sur les masses populaires, notamment sur leur couche la plus nombreuse et la plus opprimée, celles des masses paysannes, les premiers combattants algériens ont opposé de simples bâtons, des fourches, des fusils de chasse, des armes rudimentaires aux chars, aux avions et aux armes modernes de l'impérialisme français.

L'étincelle jaillie dans les Aurès a aussitôt embrasé le peuple algérien entier, qui s'est mobilisé dans son juste combat patriotique, et sept ans plus tard a remporté la victoire.

Ainsi les patriotes algériens ont-ils participé à cette démonstration inéluctable de l'Histoire qu'une cause juste triomphe toujours quand elle s'appuie sur l'invincible force du peuple.

La victoire du peuple algérien, peuple opprimé par le colonialisme français, a constitué une contribution éclatante à la Révolution mondiale anti-impérialiste, à la Révolution mondiale socialiste. En ce sens, elle s'inscrit désormais en lettres glorieuses aux côtés de toutes les révolutions victorieuses intervenues au cours du XXe siècle, et notamment la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie et la Révolution chinoise du 1er octobre 1949.

A l'heure actuelle, les communistes marxistes-léninistes de France considèrent comme un devoir impérieux de tout mettre en œuvre, dans leur propre pays, pour apporter une solidarité constante et réelle, dans les actes et non pas seulement par des promesses ou déclarations verbales, aux luttes en cours des pays, nations et peuples du tiers monde, aujourd'hui force motrice de l'Histoire, et par conséquent de l'Algérie, de son gouvernement et de son peuple qui sont à la pointe de ces luttes universelles. Ils ont pour tâche de tout faire pour pousser la politique de la France, que son gouvernement bourgeois soit « de droite », « du centre », ou de gauche », à basculer du côtés des justes intérêts du tiers monde dans sa lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, et particulièrement dans son combat pour s'opposer au contrôle des deux super-puissances, U.S.A. et U.R.S.S., rivales dans leur commune entreprise d'hégémonie mondiale.

A cet égard, l'Humanité rouge s'efforce et s'efforcera toujours davantage d'entraîner le prolétariat et le peuple de France au soutien de masse indispensable de la juste cause du tiers monde, et donc en particulier de l'Algérie.

Près de 800 000 travailleurs algériens sont actuellement contraints à l'émigration en France par une situation économique dont l'ancien colonialisme, même vaincu, porte l'entière responsabilité.

L'essor économique de l'Algérie, indissociable de la consolidation de son indépendance nationale, ouvre d'ores et déjà l'heureuse perspective des possibilités concrètes d'assurer du travail, dans leur patrie, à tous ces travailleurs. Sans nul doute n'est-ce plus qu'une question de temps relativement court. Nos frères immigrés, les travailleurs algériens, pourront retourner dans leurs foyers, avec leurs familles, et participer de manière directe à l'édification moderne de leur pays.

Toutefois, actuellement, alors que plusieurs dizaines de milliers de coopérants français en Algérie ne souffrent d'aucune discrimination de la part du peuple algérien, en France le racisme et surexploitation capitaliste continuent à frapper de façon odieuse le prolétariat immigré algérien, faisant dans ses rangs des dizaines de victimes.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge ont pour tâche immédiate d'agir avec fermeté et résolution contre toute manifestation de ce honteux racisme, qui puise ses sources dans une idéologie primitive et bestiale indigne de tout peuple se prévalant de la civilisation, et qui sert les intérêts de la bourgeoisie capitaliste.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, militant dans les entreprises et dans les syndicats, soutiennent et soutiendront les justes revendications économiques et sociales de tous leurs camarades de travail immigrés, algériens en particulier. Partout ils agiront pour imposer la disparition des bidonvilles et le relogement décent de ces derniers, avec leurs familles.

Enfin, ils combattront pour l'institution d'un juste statut de l'immigration, comportant l'attribution de justes droits politiques (liberté d'association, de réunion et d'expression et respect de la nationalité d'origine), économiques, sociaux et culturels que confèrent leur travail aux ouvriers et autres ressortissants immigrés, Algériens en particulier.

GLOIRE ET RESPECT AUX CHOUHADAS ALGERIENS !

A BAS L'IMPERIALISME ET L'HEGEMONISME, LE COLONIALISME ET LE NEO-COLONIALISME !

UNION ANTI-IMPERIALISTE DU PEUPLE ALGERIEN ET DU PROLETARIAT FRANÇAIS !

SOUTIEN AUX PAYS DU TIERS MONDE CONTRE LES PAYS RICHES !

UNION DU PEUPLE FRANÇAIS ET DES PEUPLES DU TIERS MONDE CONTRE LES DEUX SUPER-PUISSANCES !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE, MEMES SALAIRES, MEMES DROITS !

VIVE LE 20e ANNIVERSAIRE DU DECLENCHEMENT DE LA JUSTE GUERRE DE REVOLUTION NATIONALE DU PEUPLE ALGERIEN !

Les Communistes marxistes-léninistes de France et leur organe « L'Humanité rouge »

1er NOVEMBRE 1954
1er NOVEMBRE 1974

meeting

organisé par l'Humanité-Rouge pour célébrer le 20e anniversaire du déclenchement de la

REVOLUTION NATIONALE ANTI-IMPERIALISTE DU PEUPLE ALGERIEN

JEUDI 31 OCTOBRE

20 h 30

Salle de la Mutualité

(Métro Maubert-Mutualité)

Projection du grand film algérien

« Le charbonnier »

Anti-impérialistes, anti-racistes, venez nombreux.

Mots d'ordre pour la célébration du 20e anniversaire du 1er novembre 1974 et pour le meeting organisé par l'Humanité-Rouge

Mot d'ordre central :

Vive le 20e Anniversaire du déclenchement de la juste guerre de révolution nationale du peuple algérien !

Autres mots d'ordre :

Union anti-impérialiste du peuple algérien et du prolétariat français !
Gloire et respect aux Chouhadas algériens !
A bas le colonialisme et le néo-colonialisme !
Union du peuple français et des peuples du Tiers-Monde contre les deux super-puissances !
Unité et action contre le racisme !
Soutien aux pays du Tiers-Monde contre les pays riches !
Hors de la Méditerranée les deux super-puissances !
Indépendance pour les peuples et les nations encore opprimés par le colonialisme français !
Soutien à la juste cause du peuple palestinien !
Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !
Justice pour les victimes des attentats racistes de Marseille et de toute la France !
Arrêtez et emprisonnez les criminels coupables des attentats racistes !
Sécurité des travailleurs immigrés contre les agressions racistes !
Travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes salaires, mêmes droits !
Pour un juste statut de l'immigration !
Relogement décent des travailleurs immigrés !

le peuple algérien HEROIQUE

Mitterrand et les socialistes ennemis acharnés des peuples arabes et du peuple algérien

Aujourd'hui, les politiciens bourgeois de « *l'Union de la gauche* » déploient une grande activité pour manifester leur « *amitié* » aux peuples arabes et ,occasionnellement, au peuple algérien.

En vérité, ces gens, qui s'imaginent à la veille d'accéder au gouvernement, croient pouvoir compter sur le temps qui passe pour que soient oubliées leurs attitudes d'il y a quinze ou vingt ans vis-à-vis de l'Egypte (agression de Suez) et de la Révolution nationale algérienne. Récemment, Mitterrand, l'ami politique de Golda Meir et des dirigeants israéliens, a effectué une tournée de visite dans plusieurs Etats arabes du Proche-Orient, en Egypte en premier.

Mais depuis lors, son parti, le Parti socialiste, dont les dirigeants sont d'actifs partisans du sionisme, n'a publié aucune déclaration officielle modifiant sa ligne antérieure favorable à 100 % à l'Etat artificiel, raciste et colonialiste d'Israël.

Le dirigeant actuel du Parti socialiste est-il un ami sincère des peuples arabes ?

Nullement. Sa biographie politique en atteste avec éclat et nous ne devons pas l'oublier.

Ministre de l'Intérieur au moment du déclenchement de la révolution algérienne anticolonialiste, François Mitterrand déclara le 12 novembre 1954 : « *Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés... Le bruit s'était tout à coup répandu que l'Algérie était à feu et à sang, fermant la boucle d'un cercle passant par la Tunisie et le Maroc. Cela ne sera pas, parce que l'Algérie, c'est la France et que, des Flandres au Congo, il y a une loi, une seule nation, un seul Parlement.* » Il précisa en outre : « *La seule négociation, c'est la guerre* » et exigea « *la plus rigoureuse répression* ».

Erreur d'analyse ? Erreur d'un homme politique encore jeune ? Allons donc ! Mitterrand devenu par la suite ministre de la Justice agira en conformité avec ses propos.

En tant que tel, il porte en effet la suprême responsabilité d'avoir fait guillotiner notre camarade communiste Fernand Yveton, qui s'était engagé dans la lutte aux côtés de ses frères algériens sous la direction du F.L.N. Et combien de militants et combattants algériens ont été exécutés, fusillés, guillotinés sur ordre de la justice coloniale pendant la période où Mitterrand occupa les fonctions de Garde des Sceaux (c'est-à-dire justement ministre de cette sinistre Justice) ?

Presque trois ans après le début de la guerre, en juin 1957, ce politicien aux mains sanglantes réaffirma encore le fond de sa pensée sans nulle ambiguité :

« *Quand le gouvernement proclame qu'il ne consentira jamais à l'abandon de l'Algérie, je l'approuve. Quand il demande au Parlement le renouvellement de pouvoirs spéciaux qui permettent de traquer un terrorisme infâme, je l'approuve.* »

On connaît par ailleurs le rôle joué par le Parti socialiste à cette époque. Certains de ses leaders n'allèrent-ils pas jusqu'à favoriser et même organiser la généralisation de la torture en Algérie ?

Robert Lacoste ne se distingua-t-il pas précisément, dans ses fonctions de grand patron de la répression, aux côtés de son ami Massu, ce général qui a depuis lors voulu justifier la pratique des tortures infligés aux patriotes algériens ?

Leurs mensonges et leurs manœuvres hypocrites ne feront jamais effacer leur traitrise et leurs crimes passés. Mitterrand et le Parti socialiste ont toujours été et restent des ennemis acharnés des peuples arabes, et du peuple algérien en particulier.

(*à suivre*)

Mitterrand en compagnie de ses amis colonialistes.

Photo Amar Oumalow.

17 octobre 74 Célébration à Paris de la journée de l'immigration

Message de l'Humanité Rouge à l'Amicale des Algériens en Europe à l'occasion du meeting algérien organisé salle des Grésillons à Gennevilliers

Chers frères algériens,

A l'occasion de la « journée de l'émigration » organisée en Algérie, et du meeting qui rassemble aujourd'hui à votre initiative les travailleurs immigrés en France, salle des Grésillons à Gennevilliers, l'*Humanité Rouge* tient à vous exprimer ses sentiment d'amitié et de solidarité.

Le 17 octobre 1961, les travailleurs algériens de la région parisienne ont organisé la première grande manifestation d'un peuple colonisé du tiers-monde dans la capitale du pays impérialiste qui l'opprimait et l'exploitait. Des dizaines de milliers de patriotes algériens défilèrent dans les rues de Paris en dépit d'une répression colonialiste et raciste d'une sauvagerie inouie. Malgré le lourd et tragique bilan en morts, blessés et disparus, cette journée fut une contribution historique exemplaire à la juste guerre de révolution nationale anticolonialiste du peuple algérien.

Le prolétariat et les masses populaires de France n'ont pas le droit d'oublier cette journée héroïque de l'immigration algérienne qui porta un coup puissant au capitalisme français, commun ennemi des peuples opprimés par son colonialisme et du prolétariat révolutionnaire de France.

A cet égard l'*Humanité Rouge*, organisation d'avant-garde révolutionnaire prolétarienne en France, exprime sa reconnaissance totale et sans réserve aux travailleurs algériens immigrés qui ont contribué à la défaite du capitalisme français.

En ce 17 octobre 1974, l'*Humanité Rouge* et tous ses militants s'inclinent avec émotion et respect devant la mémoire de tous les ouvriers algériens morts ce jour-là, voici treize années, pour que vive l'Algérie libre et indépendante et pour que triomphe finalement la révolution socialiste mondiale.

Enfin, pour ce qui concerne la situation actuelle dans le monde et en France, l'*Humanité Rouge* assure de son soutien entier la juste lutte des peuples arabes pour le triomphe de la cause du peuple palestinien,

S'engage à contribuer de toutes ses forces à la victoire des légitimes revendications économiques et sociales des travailleurs algériens en France, étroitement unis aux travailleurs français,

Poursuivra son action pour l'institution d'un juste statut de l'immigration,

Continuera à agir sans trêve contre l'odieux racisme dont se trouve victimes les travailleurs immigrés originaires de l'Afrique du Nord et en particulier d'Algérie.

Vive l'unité de combat anti-impérialiste, anticolonialiste et anticapitaliste des travailleurs algériens et français, du peuple algérien et du peuple français !

DE NOS ENVOYES SPECIAUX EN ALGERIE, ANNIE BRUNEL ET GAETAN REBEL (OCTOBRE 74)

Visite du complexe textile de Draa Ben Khedda

l'indépendance nationale passe par le développement de l'économie

L'approche du complexe industriel de Draa Ben Khedda nous est signalée par la cité ouvrière toute neuve, surgie de terre il y a peu. Vers elle convergent d'interminables colonnes d'écoliers et de lycéens, garçons et filles, aux tabliers de couleurs vivres, le cartable à la main. Ils nous rappellent au passage la grande Jeunesse de l'Algérie — 57% de sa population a moins de 20 ans — et l'immense effort accompli par son gouvernement dans le domaine de la scolarisation. Sur les ardoises des plus petits figurent encore les caractères arabes de la leçon du jour qui témoignent de la volonté accomplie de récupération de la langue nationale. Tout comme dans la conversation le nom de Draa ben Khedda a déjà remplacé l'ancien nom de Mirabeau.

Tout de suite après, c'est l'usine qui aligne ses bâtiments modernes sur plus de 28 ha. Un aspect nous frappe aussitôt : à côté des bâtiments neufs où la production a commencé de fonctionner à partir de 1966, se déploient d'importants chantiers. Le complexe doit en effet doubler d'importance d'ici 1977.

Nous sommes attendus et accueillis

Assemblée des travailleurs de l'usine.

très chaleureusement par une délégation de responsables de l'U.G.T.A. et du F.L.N. membres de l'Assemblée des Travailleurs de l'usine.

D'emblée ils nous présentent leur unité de travail. Le complexe emploie actuellement 2.865 ouvriers dont 80 femmes. Pourquoi si peu de femmes ? C'est que dans un pays qui a hérité de l'ère coloniale une situation économique catastrophique, il faut commencer par liquider la plaie du chômage en assurant d'abord du travail à tous les chefs de famille. Mais on sait que l'émancipation des femmes passe par leur émancipation économique, leur participation à la production dont l'économie du pays a aussi besoin pour d'édifier, et on pense à cet aspect du problème.

Les travailleurs viennent de la région tout autour de l'usine, parfois d'une distance de 90 km; c'est pourquoi en s'efforce de résoudre rapidement le problème du transport en construisant très vite des cités de logements aux abords mêmes de l'usine.

Le complexe, de type intégral, comprend trois départements principaux de production, correspondant aux principales étapes du processus de production : filature, tissage et finissage.

La matière première principale utilisée est le coton dont l'approvisionnement est réalisé de façon diversifiée : Amérique, Turquie, Syrie, Soudan, Egypte, URSS. Une petite partie du coton se cultive dans le pays même, de façon encore expérimentale. 5 à 10% de la production consiste en fils synthétiques. Le département de finissage traite aussi la production des usines de Batna et Constantine qui ne disposent pas encore d'équipements pour cela. Les machines, elles aussi, sont d'origines diverses : Japon, Angleterre, Italie, Allemagne, Suisse.

La production est essentiellement destinée à couvrir les besoins du marché national. En 73, 5% seulement du produit de l'usine a été exporté. C'est que les besoins du pays sont encore très grands. Aux lendemains de l'indépendance, le secteur de l'industrie textile était pratiquement inexistant en Algérie : il assurait seulement à peu près 10% des besoins nationaux. Maintenant la Société Nationale des Industries Textiles (SONITEX) qui gère ce complexe et le secteur privé qui subsiste produisent chaque année 80 millions de mètres de tissus. Il en faudrait 120 millions.

Les ouvriers travaillent en 3 x 8, 9 heures par jour. Les heures supplémentaires sont pratiquement supprimées, la retraite a lieu à 60 ans avec 65% du salaire. Mais si on le souhaite, on peut continuer le travail jusqu'à 65 ans. Les salaires varient entre 2,10 et 2,30 Dinars pour les manœuvres, 3,80 Dinars pour les tisserands. L'échelle des salaires dans l'usine est aux alentours de 1 à 5. Les ouvriers disposent d'un mois de congés payés, sont affiliés à la caisse vieillesse. Les maladies et accidents sont indemnisés à 80% par la Sécurité Sociale, à 20% par une mutuelle. Les licenciements sont très rares : on préfère reclasser plutôt que licencier.

Un nouveau système de gestion se met en place dans l'usine qui assure une part plus importante à la voix des travailleurs et à leur responsabilité. Il comprend d'une part un conseil de direction formé du directeur, de ses adjoints et de cadres, d'autre part l'assemblée des travailleurs, élue pour 3 ans pour l'ensemble des ouvriers et employés de l'usine parmi les travailleurs syndiqués. Ceux-ci représentent à peu près 2/3 des effectifs de l'usine. C'est au sein de cette assemblée des travailleurs qu'est désigné le bureau syndical de l'usine chargé d'animer l'ensemble de la tâche d'information et de mobilisation des travailleurs du complexe, en liaison avec les objectifs du pays tout entier.

Conseil de direction et assemblée des travailleurs sont collectivement responsables des problèmes de la production, financiers et comptables, de la sécurité, de la discipline, des questions du personnel et de la formation permanente. Pour y faire mieux face, l'Assemblée des travailleurs organise son travail en commissions spécialisées.

L'une d'entre elles s'efforce d'impulser des activités socio-culturelles. Neuf disciplines sportives regroupent environ 450 travailleurs. Le ciné-club permet un travail d'animation syndicale. La coopérative ouvrière, où les travailleurs peuvent acquérir des denrées alimentaires et des tissus au prix de gros, est en voie d'extension. La cantine fonctionne au sein du complexe. De même qu'un centre médico-social comprenant deux médecins et un service dentaire.

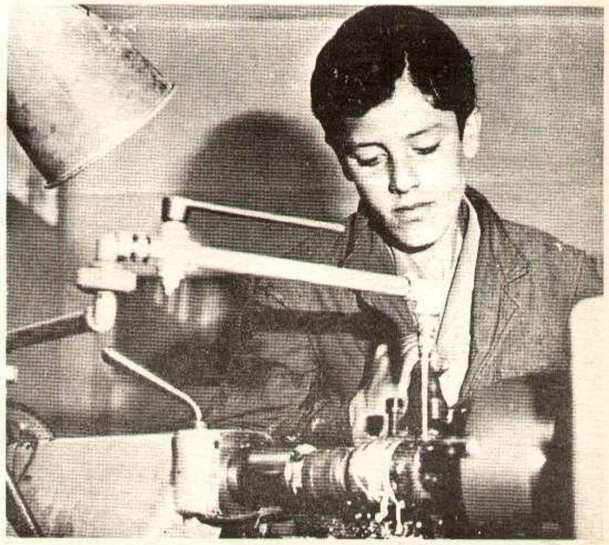
Une grande importance est attachée à la formation professionnelle. Des centres de formation et instituts technologiques forment les cadres algériens nécessaires. De nombreux émigrés sont déjà revenus et occupent des postes d'ouvriers qualifiés et professionnels (tourneurs, mécaniciens). Le recrutement aux postes qualifiés se fait d'abord au sein des travailleurs de l'entreprise qui reçoivent pour cela une formation adaptée.

Des échanges d'expériences sont organisés avec les travailleurs d'autres activités de production. C'est ainsi qu'un camp itinérant de travailleurs du complexe est allé rendre visite à trois autres usines dans l'ouest du pays. On commence même à organiser l'échange d'équipes d'ouvriers entre deux usines différentes pour apprendre réciproquement les uns auprès des autres.

La grève n'est pas interdite dans le secteur national, mais elle est rare car il existe bien d'autres moyens auparavant pour régler un conflit dans le travail. Elle ne peut donc être qu'un recours ultime.

C'est pourquoi les responsables syndicaux et politiques attachent une grande importance à l'information des travailleurs Un petit bulletin d'entreprise — « Le Tisserand » — a vu le jour. Mais 50% des ouvriers sont encore analphabètes. On recherche donc d'autres formes d'explication. Il est envisagé d'enregistrer des entretiens avec les travailleurs, dans les ateliers, et de répercuter leurs critiques et suggestions par hauts parleurs, aux heures d'entrée et de sortie du personnel.

Au cours de la visite du complexe, nous constatons que l'information et l'éducation se font aussi par voie d'affiches. Un certain nombre d'entre elles expliquent le travail syndical, d'autres recommandent le respect des règles de sécurité, la lutte contre l'absentéisme, une autre appelle à la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. Dans les ateliers modernes et impeccablement tenus, chacun s'affaire à sa tâche car la conscience grandit chez les travailleurs qu'ils ont leur place et leur part de responsabilité dans la grande bataille de la construction d'une économie nationale prospère et indépendante de tout impérialisme.



Une grande importance est attachée à la formation professionnelle dans le double but de fournir des cadres à l'économie nationale et de permettre à tout Algérien de parfaire sa formation.

La mission médicale chinoise en Algérie

Servir de tout cœur le peuple algérien

« *Mais allez donc voir les médecins chinois !* » Voilà une petite phrase que vous avez de bonnes chances d'entendre si, à Alger, vous vous plaignez à haute voix d'une quelconque maladie. Hommage qui frappe d'autant plus quand on sait en quelle piètre estime on tenait nombre de médecins soviétiques, bulgares, dont l'arrogance et le style de vie plus que confortable rebutait les malades qui s'adressaient à eux.

Le chef de la mission médicale de Douèra nous rappelle les principes directeurs qui guident ce travail : pratiquer l'internationalisme prolétarien et servir de tout cœur les peuples du monde. « *Nous considérons les malades algériens comme les nôtres et pour aider à résoudre les problèmes de la santé du peuple algérien, nous sommes prêts à travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre.* »

« *Un jour une accouchée est amenée à l'hôpital. Elle ne respire plus, son cœur ne bat plus. Elle est mourante. Que faire ? La laisser mourir ou la sauver ? C'est une question d'attitude à adopter. Nous avons décidé de la sauver par mille et un moyen. Des médecins chinois ont travaillé trois jours et trois nuits pour la sauver. Ils étaient certes très fatigués mais cela ne pesait rien à côté de l'immense joie causée par sa guérison.* »

Il y a peu, le village de Douèra, à 20 km d'Alger ne possédait qu'un hospice. Une antenne médicale chinoise d'une vingtaine de médecins s'y est récemment installée et l'a transformé progressivement en un hôpital polyvalent de 1 000 lits, impeccablement tenu, dont le travail se développe et se diversifie chaque jour, à l'exemple des huit antennes médicales chinoises qui fonctionnent dans le pays. La gratuité des soins médicaux instituée par le gouvernement algérien a encore intensifié cet essor.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1973, 1 100 000 malades sont venus consulter les médecins chinois. Malades algériens pour la plupart, bien sûr, mais aussi venus de plus de 40 pays étrangers, tels que le Mali, le Congo...

La mission médicale qui, les premiers temps, comprenaient seulement des généralistes et des chirurgiens s'est enrichie progressivement de nombreux spécialistes. Des opérations majeures et délicates du crâne, du cœur, des poumons, de la rate, sont désormais couramment pratiquées.

Ce sont de sincères relations de coopération qui s'établissent ainsi entre la Chine et l'Algérie, tant au niveau gouvernemental qu'à celui des unités de bases.

Cette dernière se développe sur divers fronts. C'est ainsi que des réunions de travail rassemblent les médecins chinois et le personnel algérien hospitalier et administratif de l'hôpital, pour discuter des problèmes qui se posent et les résoudre ensemble.

Une grande attention est apportée à la formation et au perfectionnement du personnel infirmier algérien afin que celui-ci suivent la même voie tout en comptant sur ses propres forces.

Au cours de la visite de l'hôpital nous pouvons mesurer par nous-mêmes la qualité des rapports d'estime et d'affection mutuels qui unissent les médecins chinois et le personnel hospitalier algérien ; de même que le repas fraternel que nous partageons avec eux témoigne de la simplicité de leur style de vie.

Par un autre aspect encore de leur travail, ils gagnent les cœurs des masses laborieuses algériennes. L'essentiel des malades, en effet, est formé de fellahs des environs pour qui le déplacement vers l'hôpital n'est pas toujours une mince affaire. Les médecins chinois s'occupent donc aussi des consultations dans les dispensaires de la région, plus proches des paysans et, quand il le faut, n'hésitent pas à se rendre au chevet des malades.

« *L'Algérie est un pays en voie de développement. Elle connaît de grandes difficultés du point de vue matériel et humain. C'est pourquoi nous cherchons à gérer l'hôpital avec diligence et économie.* »

Auparavant la gaze utilisée était jetée à la poubelle. Maintenant elle est récupérée, soigneusement lavée et stérilisée pour être utilisée à nouveau. Même chose pour les abaisses-langues, les flacons de médicaments vides ,etc. Du matériel médical détérioré était entreposé dans un coin. Il a été récupéré et réparé par les médecins eux-mêmes qui n'hésitent pas non plus à aider fréquemment les aides-soignants dans les tâches matérielles.

« *Nous avons remportés des succès* », concluent nos hôtes, « *Ils sont liés au soutien que le gouvernement et le peuple algériens ont apportés à la mission. Mais il y a encore de notre part des insuffisances et même des lacunes. C'est pourquoi nous devons étudier assidûment pour élever notre conscience politique et, ainsi, mieux servir le peuple algérien.* »

Quelques aspects de l'Algérie d'aujourd'hui

La révolution agraire, la révolution industrielle et la révolution culturelle sont les trois piliers du développement de l'Algérie. La révolution culturelle, c'est notamment l'arabisation, afin de « rendre à la langue arabe sa dignité et son efficacité en tant que langue de travail et de civilisation ». Ce sont aussi les centres culturels et bibliothèques qui permettent au peuple de s'instruire. Ce sont également les spectacles et surtout le cinéma. Le cinéma algérien se met au service de son peuple et a produit nombre d'excellents films.

DE NOS ENVOYES SPECIAUX EN ALGERIE, ANNIE BRUNEL ET GAETAN REBEL (OCTOBRE 74)

Une transformation radicale dans les conditions de vie des paysans

LA RÉVOLUTION AGRAIRE

A la fin de la guerre nationale de libération, la construction économique de l'Algérie s'orienta vers deux objectifs : Résorber progressivement le chômage et assurer une instruction pour tous. Les chômeurs représentaient près de 10 % de la population totale du pays. La création d'emploi était un problème essentiel. Trouver quelqu'un qui sache lire et écrire ,surtout dans les campagnes, était très rare.

Bref historique

Le problème politique le plus important de l'Algérie nouvelle fut la transformation radicale des conditions de vie et de travail dans les campagnes.

Le colonialisme avait appauvri le monde rural en confisquant ses terres les plus riches, les plus irrigables. Il s'était approprié les bonnes terres par tous les moyens (imposition très lourde, notamment des éleveurs, « rachat » de parcelles de terres afin de s'emparer de la totalité des terrains...). Le monde rural se décomposa, s'éparpilla, offrant ses services aux colons grands propriétaires. De plus, au cours de la guerre de libération, il faut souligner les déracinements, transplantations, regroupements et massacres des paysans.

La paysannerie n'avait jamais abandonné la lutte contre le colonialisme français. Il y eut de très nombreuses révoltes paysannes et cela surtout jusqu'en 1914. Après cette époque les partis politiques traditionnels prirent la relève, mais finalement c'était les masses qui restaient le facteur dominant .La paysannerie fut le principal artisan de l'échec de la politique d'assimilation et de colonisation. Ces glorieuses traditions de luttes de la paysannerie algérienne allaient se révéler essentielles durant la guerre de libération. Ce sont les paysans qui vont répondre les premiers à l'appel du Front de Libération National (FLN). Les paysans constituaient en effet 80 % des effectifs de l'Armée de Libération Nationale. Les campagnes algériennes étaient de véritables bases révolutionnaires. C'est pourquoi la répression de l'administration coloniale fut très violente. Les destructions furent nombreuses : on compte plus de 8 000 villages détruits, des cheptels entiers furent anéantis, des forêts rasées. Deux millions de paysans furent parqués dans des centres de regroupements. Mais jamais les colons ne purent réduire la résistance des paysans et celle-ci ne cessa de progresser de victoires en victoires jusqu'à l'indépendance. Le monde rural n'était que ruine et la relative prospérité de l'Algérie du Nord contrastait depuis longtemps déjà avec la misère de l'Algérie des campagnes. C'est pourquoi se développait également un exode rural important. Le problème de la paysannerie était donc l'un des plus vitaux du pays. Dès 1954, le FLN dans ses déclarations, promettait aux paysans de transformer leurs conditions de vie dès que le colonialisme serait chassé.

Sous le colonialisme, les paysans soumis à l'oppression féodale.

Après l'indépendance

Le nouveau pouvoir du pays devait maintenant tenir les promesses faites aux paysans. L'héritage laissé par les colonialistes français dans les campagnes était impossible à redresser par de simples réformes. Il fallait construire une économie agricole nouvelle, c'est là l'objectif de la révolution agraire.

La population européenne, effrayée, notamment parce que l'OAS, opposée aux accords d'indépendance, avait fait jouer un réflexe de solidarité des français par diverses provocations, retourna dans sa grande majorité en France. Cette fuite de 1 million d'Européens, qui posa un grave problème d'encadrement, se traduisit par l'abandon de 1 million d'hectares de terres et de 1 million et demi de terres laissées à des gestionnaires. Le nouveau gouvernement proposa alors aux français qui n'avaient à se reprocher aucune attitude coupable vis-à-vis du peuple algérien de rester en Algérie pour ceux qui n'étaient pas encore partis ou de revenir pour ceux qui s'étaient rapatriés. Personne n'ayant répondu aux appels de retour, toutes les terres abandonnées furent nationalisées (cela représentait à l'époque 60 % de la production agricole algérienne), le 1er octobre 1963. Le gouvernement venait à peine de s'installer et se retrouvait avec 2 millions et demi d'hectares de terres exploitables.

Ce sont encore une fois les paysans qui allaient sauver le pays. Ils levèrent les récoltes abandonnées en 1962 et labourèrent spontanément plus de 3 millions d'hectares. Ce fut la meilleure moisson de blé jamais enregistrée à l'époque. En dehors de l'agriculture, d'autres secteurs étaient touchés par ces « réquisitions » par les travailleurs (commerce, hôtels, usines...). Tout cela était dû alors à une mobilisation extrême du peuple algérien. Néanmoins tout l'encadrement était parti, toutes les archives étaient enlevées, tout le matériel enlevé ou détruit (par exemple les locomotives soudées aux rails). Il fallait donc s'occuper de ces 2 millions et demi d'hectares nationalisés. Une enquête fut faite sur les travailleurs qui avaient eux-mêmes pris en mains leurs lieux de travail. Il fallait planifier la production de ces groupes de travailleurs en l'orientant au service de l'économie algérienne. Du temps des colonialistes, tout était destiné à l'exportation. Mais depuis l'indépendance, les français refusaient d'acheter la production viticole (60 % de la production d'alors). Afin de maîtriser tous les problèmes posés, il fallait procéder à un recensement des propriétés pour redistribuer la terre aux paysans. Tout cela constitue la première partie de la révolution agraire.

La révolution agraire

L'engagement principal du mouvement de Libération Nationale vis-à-vis de la paysannerie était de transformer et d'améliorer ses conditions de vie et de travail. C'était nécessaire du fait de la situation économique et logique afin de développer une économie indépendante.

C'est en 1970 qu'est réellement définie une stratégie de développement du pays. Trois piliers complémentaires de l'édification du pays sont élaborés : La révolution industrielle, la révolution agraire, la révolution culturelle. La révolution agraire occupe donc une *position stratégique* dans le développement économique de l'Algérie. Elle est une opération de longue haleine et dont l'application est progressive.

Le président Boumédienne remettant personnellement à des paysans des actes de redistribution des terres.

Les principes de la révolution agraire

Le premier principe de la révolution agraire, c'est *la terre à celui qui la travaille*. C'était la première décision afin que le paysan soit enfin libéré du colonialisme en étant propriétaire de sa terre et de la production de sa terre. Ce fut également une méthode afin d'enrayer et supprimer l'absentéisme qui régnait dans certains cas.

Le deuxième principe fut la *suppression de la grosse propriété*. Les paysans reçoivent des parcelles de terres égales, autant en quantité qu'en qualité. Cela permet aussi une juste répartition des revenus en milieu paysan et détruit l'existence économique des grands propriétaires fonciers. Un autre principe est la *mise en valeur intensive de toutes les possibilités agricoles*. C'est là une importante bataille pour la production. Cette bataille est soutenue par une modernisation importante des moyens de production agricole. De nombreux nouveaux emplois sont créés. Enfin, on procède à une importante *fixation des populations rurales* en établissant des *villages agraires*.

Les villages agraires : Ils sont établis selon un projet national, selon une politique nouvelle de l'habitat rural. Ces villages sont pourvus de tous les équipements sociaux et collectifs nécessaires : école, centre médico-social, boulangerie, bain maure, mosquée, antenne administrative, foyer culturel. Tout cela peut être élargi en fonction des besoins.

« La terre à ceux qui la travaillent », principe essentiel de la révolution agraire.

Ces types de villages varient du point de vue de la forme selon la région : Ils sont construits avec des matériaux locaux selon une architecture locale. Ces villages sont une authentique révolution dans les conditions de vie des masses paysannes. Une telle concentration d'équipements collectifs n'existait pas dans le passé. Un paysan devait faire des dizaines, voire des centaines de kilomètres avant de trouver un centre médico-social ou un foyer culturel. En fixant les populations rurales, les villages agraires aident à *résorber l'exode rural* et permettent réellement et efficacement de *relever la production agricole*. Certains villages pilotes existent qui fonctionnent en montrant la voie aux autres.

Dans un souci de justice, un autre principe de la révolution agraire est la reconnaissance d'un *droit de recours autorisé à chaque algérien qui s'estimerait lésé par les mesures prises dans le cadre de cette révolution*. Ainsi les grands propriétaires fonciers peuvent faire appel contre les mesures de repartage des terres. Cet appel légal reste néanmoins soumis à l'étude de l'attitude de ces gros propriétaires durant la guerre de libération. Il est évident qu'un grand propriétaire foncier ayant collaboré avec les colonialistes verra ses terres confisquées purement et simplement. Pour les autres, ceux qui ont joué un rôle durant la guerre, afin de gagner leur confiance d'une part et celle de tout le peuple d'autre part, on leur accorde un droit à l'indemnisation.

Les villages agraires sont dirigés par des Assemblées Populaires Communales (A.P.C.) élues par les membres du village. C'est l'APC qui propose des mesures à l'Assemblée populaire de la Wilaya (préfecture) qui décide. L'APW est également élue par les travailleurs. C'est là un *aspect démocratique* de l'application de la révolution agraire. De son côté, le Wali (préfet) ne fait que transcrire des décisions étudiées et appliquées au niveau local. C'est là *l'aspect décentralisé* de la révolution agraire. En fait, *ce sont les paysans eux-mêmes qui appliquent la révolution agraire.*

Du fait de l'inexistence de cadastre après la libération, ce sont les paysans, qui connaissaient très bien la terre, son rendement, qui font tout. Ils sont conscients de l'importance de cette révolution, ils s'organisent pour la défendre contre toute attaque de l'intérieur ou de l'extérieur.

C'est pourquoi a été créée l'Union Nationale des Paysans Algériens, chargée de défendre les intérêts des paysans en leur donnant un poids politique d'importance nationale. C'est là une arme importante entre leurs mains.

Premier bilan

Aujourd'hui, nous en sommes à la troisième année d'expérience de la Révolution agraire. Elle s'est déroulée jusqu'à présent en deux phases : Dans un premier temps, les *terres publiques* furent donc versées dans un fonds commun de la Révolution agraire. Ces terres qui appartenaient à l'état ou aux préfectures représentaient environ 8 millions d'hectares. 55 000 personnes ont pu bénéficier de lots de terres exploitables. Dans un deuxième temps, les *terres privées nationalisées* furent également versées dans le fonds commun, puis attribuées aux paysans. Les nationalisations des terres, opérées individuellement, permirent un recensement des terres privées et une délimitation de ces terres instaurant un véritable cadastres. Aujourd'hui 20 000 personnes ont pu bénéficier de telles terres.

Une forme importante de soutien à la révolution agraire : le volontariat dans lequel la jeunesse occupe une grande place.

En tout, plus de 1 million d'hectares de terres ont été attribuées à 75 000 personnes en 4 008 unités. Chacun des paysans s'organise volontairement comme il le veut dans les diverses formules de coopératives et de pré-coopératives, au nombre de trois chacunes. Le véritable relais de l'état est la Coopérative agricole polyvalente de service (CAPS) qui permet les relations commerciales directes entre les paysans et l'Etat.

Les femmes participent activement à la production agricole.

Les soutiens à la révolution agraire

La révolution agraire nécessite une intense mobilisation et éducation des masses : C'est là le rôle du FLN et de ses organisations de masses. Une vaste campagne d'information est notamment développée, mais du fait de nombreux paysans encore illettrés, le rôle du FLN au niveau local est encore plus essentiel. De son côté l'Armée Nationale Populaire a mis son matériel au service de la révolution agraire. Enfin, trois formes de soutien spontanées de la part des masses sont apparues : Tout d'abord, des *donation de terres :* Des gens ont fait spontanément don de leurs terres sans indemnisations. Aujourd'hui, les terres versées au fonds commun s'élèvent à 80 000 hectares répartis en 2 500 donateurs. Ensuite viennent les *donations financières :* 21 500 000 dinars ont été souscris à un compte créé pour l'occasion, car cela n'était pas prévu par les textes officiels. Enfin le *volontariat étudiant* se développe régulièrement. Le volontariat étudiant est né d'abord du désir de certains étudiants d'aller travailler parmi les paysans afin de leur enseigner les principes de la révolution agraire tout en apprenant auprès de leur expérience et en comprenant leurs conditions de vie. De 1 000 étudiants à l'été 1972, il en est prévu 10 000 en 1975 sur un pays qui ne compte pas plus de 40 000 étudiants. De même, des militaires furent volontaires. Le développement de ce volontariat, entraine des problèmes d'encadrement de ce volontariat, d'organisation matérielle des étudiants, notamment dans le cadre des Comités de soutien organisés dans les Universités.

Ceux qui ont tenté de saboter la révolution agraire ont toujours échoué. Ils ont joué la religion, puis la perturbation dans la production qu'a provoqué au début la révolution agraire, puis les problèmes commerciaux en attribuant faussement les pénuries à la révolution agraire. Ils ont été d'échecs en échecs, même s'ils ne désarment pas.

Perspectives

Aujourd'hui, il faut achever la deuxième phase de la révolution agraire et commencer la troisième qui prévoit la création de villages pastoraux (d'élevage) afin de mieux utiliser le cheptel animal ,la valorisation des zones de steppe... L'infrastructure est maintenant en place pour assurer un développement rapide de l'économie agricole et assurer les besoins alimentaires du pays.

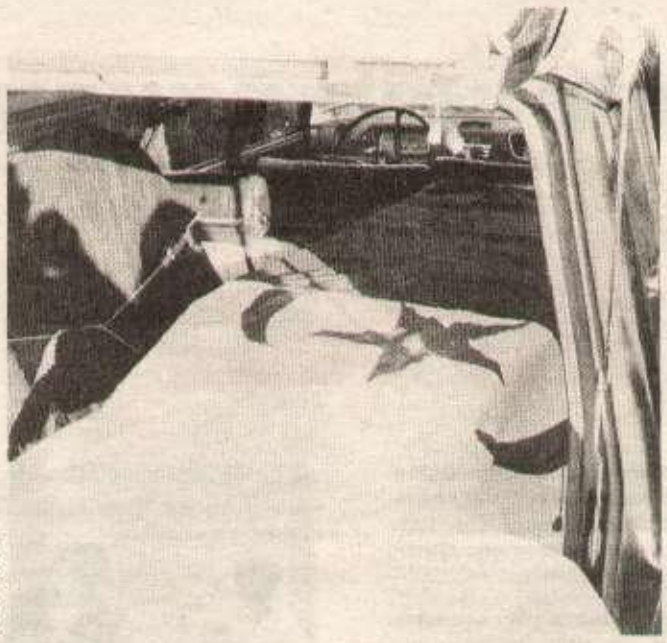
Le livre algérien
de la S.N.E.D.

est en vente
à E-100

70, rue de Belleville,
75020 Paris

Photo H.R.

Dans les rues de Marseille, 15 000 travailleurs accompagnent les cercueils des victimes de l'attentat contre le consulat algérien...



...recouverts du drapeau national algérien.

Photo H.R.

La plus jeune des victimes sur son lit d'hôpital, Karim Moukenden, 17 ans, amputé des 2 jambes.

MORT AU RACISME

« La guerre d'Algérie n'est pas finie. On va aller au bois de Verrières, et on vous tirera dessus. Il n'y a pas assez de boulot pour les Français. Vous bouffez notre pain. Vous n'avez rien à faire en France. »

Ces insultes et ces menaces furent prononcées le 24 avril 1972 par un commando de flics dans un foyer de travailleurs immigrés à Bagneux.

Ce jour-là une dizaine de flics brisent tout dans le foyer, tirent des coups de feu, frappent les travailleurs présents, les insultes. Au commissariat de Montrouge, des travailleurs immigrés sont à nouveau frappés.

Durant deux ans, le parquet a tout fait pour que l'affaire soit étouffée. Il aura fallu attendre le 10 octobre 1974 pour que s'ouvre le procès.

Et comble de cynisme, un des Algériens qui ont été frappés se trouve lui-même inculpé de « violences à agents ». Les criminels et leur victime sur le banc des accusés !

Au cours de ce procès un de ces flics fascistes dira : *« C'est une descente d'hôtel normale, comme nous en faisons des dizaines. »* Cet aveu ne fait que confirmer ce qu'on savait déjà. Les « ratonnades » sont pratique courante de la part des flics. Après qu'on ait cherché à étouffer l'affaire, il est certain que tout sera fait pour que les criminels en uniforme s'en tirent à peu de frais.

Ne se souvient-on pas de ce brigadier qui a abattu de sang-froid un travailleur algérien au commissariat de Versailles ? Il est en liberté.

La « justice », si clémente pour les tueurs racistes encourage le racisme. C'est ainsi que le 7 octobre au tribunal de Versailles des appels non-équivoques ont été lancés : *« Il faut renvoyer chez Boumediène ces individus indésirables qui créent chez nous l'insécurité », « Il est inadmissible que ces indiviuds viennent chez nous pour trucider les Français, et puis s'en tirer les mains nettes. »*

A ce jour aucun des assassins des nombreux travailleurs algériens abattus dans toute la France n'a été arrêté et châtié. Est-ce parce qu'ils sont inconnus ? Bien naïfs sont ceux qui pourraient croire cela. La vérité est que ces tueurs jouissent de hautes protections.

Aucun des auteurs des attentats commis contre des locaux algériens n'a été arrêté. Ainsi que le déclarait *L'Algérien en Europe* dans le numéro du 1er octobre :

« Il est inconcevable qu'un même local fasse l'objet de deux attentats du même genre en l'espace d'une année sans que des mesures élémentaires de précaution soient prises par la police pour décourager le renouvellement d'une agression. Pourtant, le siège de l'O.N.A.T. à Paris en plein centre de la capitale française, a été partiellement détruit par des attentats à deux reprises.

» De même à Marseille, où existe un climat de xénophobie anti-algérien entretenu par les nostalgiques de l'Algérie française et attisé par les ennemis politiques de l'Algérie, il est surprenant de constater qu'après la bombe du consultat qui fit plusieurs victimes et dont les auteurs courent toujours, un autre attentat a visé et détruit l'antenne d'Air Algérie à Marseille .

» Qui incriminer ? Les assassins fascistes et les ennemis de la coopération entre la France et l'Algérie, bien sûr.

» Mais aurait-ils récidivé si souvent et avec une telle arrogance s'ils n'étaient certains d'une impunité aussi troublante qu'incompréhensive ? »

En couvrant les crimes racistes le gouvernement français encourage leurs auteurs à aller plus loin.

Tout ceci se déroule sur le fond d'une campagne idéologique raciste. C'est ainsi que dernièrement a été publié un livre du tueur O.A.S. Argoud. Celui-ci y fait l'apologie des crimes commis contre le peuple algérien, des massacres, de la torture. Il ose y écrire entre autres : *« Le renseignement est obtenu à n'importe quel prix. Les suspects sont torturés comme les coupables, puis éliminés si nécessaire. »* Et un tel livre peut être mis en vente librement !

Le racisme et ses raisons

Les causes du racisme, des crimes racistes, des attentats anti-algériens sont multiples.

D'abord, on ne saurait perdre de vue que le racisme a toujours été une arme de la bourgeoisie, qu'il est un produit du capitalisme, qu'il lui est nécessaire. Avec le racisme la bourgeoisie divise les travailleurs afin de mieux les exploiter. En période de crise, elle utilise le racisme pour dévoyer la colère populaire. En particulier, lorsque le chômage se développe, la bourgeoisie cherche à faire croire aux travailleurs français que les responsables en sont leurs frères immigrés. Dans les conditions de la crise actuelle il ne fait aucun doute que la bourgeoisie cherche et cherchera à attiser le racisme pour préserver ses intérêts de classe. C'est là une cause fondamentale du racisme.

Ensuite, il est probable que certains milieux bourgeois ont cherché et cherchent à utiliser le terrorisme anti-algérien comme un moyen de chantage à l'égard de l'Algérie. Chantage que l'on pourrait résumer en ces termes : *« Vous baissez le prix du pétrole ou bien ce sont les immigrés qui vont payer... »* Il s'agit de faire pression pour tenter d'amener l'Algérie à des concessions. Mais il est clair que ces manœuvres ont échoué car le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier et le rapport de forces a évolué en faveur des pays du tiers monde. La bourgeoisie française est aujourd'hui contrainte de traiter sur un pied d'égalité avec l'Algérie. Ses intérêts et les réalités *l'obligent* à nouer des relations sur cette base avec les pays du tiers monde et en particulier avec les pays arabes dont l'Algérie. C'est là un fait extrêmement positif qui va dans le sens de l'union des pays du « second monde » et du tiers monde et qui contribue ainsi à l'isolement des deux super-puissances, au renforcement du front uni mondial contre les deux super-puissances. La coopération sur un pied d'égalité entre la France et les pays du tiers monde contribue à la défense de l'indépendance nationale de la France face aux deux super-puissances.

Les deux super-puissances cherchent par tous les moyens à s'opposer à cette tendance. Et il est clair que les attentats dirigés contre des représentations algériennes visent à s'opposer à cette coopération, à nuire à l'établissement des rapports en la France et l'Algérie.

Le racisme est contraire à l'indépendance nationale de notre pays. L'internationalisme prolétarien est seul conforme à la défense de l'indépendance nationale.

Une fois encore ceci nous amène à voir que la bourgeoisie est incapable de défendre jusqu'au bout l'indépendance nationale. En encourageant le racisme pour défendre ses intérêts de classe, elle s'oppose à la coopération avec l'Algérie, en favorisant le racisme anti-arabe, elle s'oppose à la coopération avec les pays arabes, elle affaiblit la résistance de notre pays face aux deux super-puissances.

De la poudre aux yeux

Dernièrement, le gouvernement a annoncé une série de mesures destinées à faire croire qu'il se préoccupe de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs immigrés. Si on y regarde de près on voit vite que ces mesures ne sont que de la poudre aux yeux. Alors que de 700 à 800 000 travailleurs immigrés vivent dans des taudis, on annonce la construction de 2 000 logements !

On se souvient d'ailleurs qu'il y a quelques temps le gouvernement avait diminué les crédits pour le logement des travailleurs immigrés, ce qui avait provoqué la démission du secrétaire d'Etat aux Immigrés Postel-Vinay.

Nos tâches

Pour les marxistes-léninistes rien n'est plus précieux que l'unité des travailleurs français et immigrés.

C'est pourquoi nous dénonçons et combattons tout ce qui nuit à cette unité.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Le châtiment exemplaire des criminels racistes.
- L'interdiction des ouvrages racistes et la condamnation de leurs auteurs.
- La protection de tous les locaux officiels algériens en France.
- L'égalité des droits entre les travailleurs français et immigrés.

Ces exigences ne sauraient être des vœux pieux. Pour cela la meilleure garantie est notre action elle-même.

André COLERE

Les travailleurs algériens batissent des maisons neuves, mais sont obligés d'habiter dans de hideux bidonvilles (ici celui de St-Denis).

Racisme et répression... deux armes de l'exploitation capitaliste contre les travailleurs algériens...

...mais les ouvriers immigrés sont désormais debout et décidés à ne plus jamais se laisser humilier.

L'O.L.P. A L'O.N.U.

Une victoire pour le peuple palestinien

Applaudissements prolongés et enthousiastes ont salué à l'O.N.U. l'invitation de l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.) à participer aux débats concernant la question palestinienne, le 14 octobre dernier.

105 voix pour l'invitation ; 4 voix contre — dont les Etats-Unis et Israël — et 20 abstentions.

C'est une victoire politique importante.

Elle fait suite à la mise à l'ordre du jour sur la « question palestinienne » et consacre le droit légitime du peuple palestinien à l'existence et à la détermination de son sort ; pendant des années, en effet, l'O.N.U., sous la pression américano-sioniste, ne s'est préoccupé que du « problème des réfugiés » ; aujourd'hui c'est le peuple palestinien qui prend place officiellement à la tribune internationale.

Le vote du 14 octobre consacre la reconnaissance de l'O.L.P. comme représentant authentique et légitime du peuple palestinien ; hier encore, la presse s'acharnait contre cette « bande de terroristes » ; il y a quelques années, la *Pravda* la traitait « d'aventuriste » et de « gauchiste » ! Aujourd'hui l'O.L.P. est invitée à l'O.N.U. ; fait sans précédent pour une organisation de libération nationale.

De fait, le vote est le fruit *des luttes ardues* menées par le peuple palestinien dès l'installation sioniste sur le sol de Palestine ; le fruit de dix ans de combats politiques, armés et organisés, de terribles sacrifices consentis par le peuple palestinien pour recouvrer sa patrie, son indépendance et sa liberté.

C'est aussi le fruit des combats de 100 millions d'Arabes étroitement solidaires de leur frère palestinien dans la lutte antisioniste et anti-impérialiste.

Le vote du 14 octobre témoigne de l'audience que le peuple palestinien et l'O.L.P. ont acquise dans le monde, auprès des pays du tiers monde, eux aussi soumis par le passé et parfois encore aujourd'hui, au pillage et à l'agression.

Tout cela est extrêmement positif et une aide précieuse pour le peuple palestinien, mais là encore, comme le souligne Yasser Arafat, les résolutions de l'O.N.U. ne sauraient libérer le peuple palestinien — il y en a eu 18 depuis 1948 ! C'est sur le terrain que le peuple palestinien fortifie et fortifiera ses avantages, qu'il avancera vers la victoire.

Une fois de plus, il apparaît que l'O.N.U. n'est plus aujourd'hui un instrument docile aux mains des impérialistes, et surtout des deux superpuissances. L'impérialisme américain s'est trouvé tout à fait isolé le 14 octobre ; quant au social-impérialisme, ses protestations « d'amitié » ne sauraient faire oublier les réalités : sa reconnaissance réaffirmée de « l'Etat sioniste » à la tribune de l'O.N.U. récemment, l'envoi accru d'émigrés soviétiques qui va au secours du sionisme en mal d'immigrants, ses manœuvres souterraines pour placer des pions au Moyen-Orient, région stratégique pour contrôler l'approvisionnement en pétrole de l'Europe.

Pourtant le vote du 14 octobre prouve une chose : à l'O.N.U., comme ailleurs, la voix du tiers monde se fait entendre ; c'est lui qui a l'initiative. C'est le gage pour d'autres changements, et d'autres victoires.

Les patriotes palestiniens s'entraînent au combat.

Yasser Arafat à " El Moudjahid " le 17 Octobre

« *Une situation nouvelle est créée par cette victoire qui n'est en fait qu'un premier pas* » sachant malgré tout que seules « *les résolutions de l'O.N.U. ne peuvent libérer la patrie* ».

« *Néanmoins, il s'agit d'un réajustement qui rétablit les choses dans leur véritable contexte.* »

« *En ce qui nous concerne, la révolution palestinienne réaffirme que la seule solution du problème palestinien ne peut venir que de son peuple lui-même ; et cela quel que soit le temps qu'il faudra attendre et quels que soient les sacrifices à consentir !* »

Un an après la guerre d'octobre

" La révolution jusqu'à la victoire "

C'est aux cris de « *la révolution jusqu'à la victoire* » et, « *vivè le mouvement de résistance palestinien* », que se sont rassemblés plus d'un million de Palestiniens, dans le district de Yarmouk, près de Damas, pour célébrer le premier anniversaire de la victoire de la guerre d'octobre.

Un représentant de la résistance a souligné :

« La guerre d'octobre a détruit le mythe de l'invincibilité israélienne. Elle a démontré la grande unité des peuples arabes, car tous les pays arabes soutenaient ce combat ou bien y prenaient part, et ils se servaient du pétrole comme une arme pour défier les grandes puissances sur lesquelles s'appuient les sionistes israéliens. »

« Le conflit arabo-israélien s'étendra jusqu'à la libération de toutes les terres arabes occupées. Le peuple palestinien continuera la lutte armée jusqu'à ce que toute la Palestine soit libérée et qu'une Palestine démocratique y soit établie. »

« Soutien à la lutte des peuples arabes et palestinien (brochure éditée par H.R. au moment de la guerre d'octobre)

Le peuple syrien déterminé face aux ennemis sionistes.

A l'occasion du 20e Anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne, les Editions du Centenaire publient

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

par Jacques Jurquet

TOME II

(1920-1939)

comportant la critique des théories paracolonialistes de Maurice Thorez, ainsi que des documents peu connus de l'Emir Khaled, d'Abd-el-Krim, de Paul Vaillant-Couturier, de N'guyen Aï Quoc, de Staline, etc., et un dossier photographique principalement constitué de photos parues dans *Le Paria* et *La Lutte sociale*.

L'exemplaire de 608 pages : 45 F.

E-100

70, rue de Belleville

75020 PARIS

Caisse des dépôts et consignations

LEÇONS D'UNE LUTTE TRAHIE

La lutte des employés de la Caisse des Dépôts et Consignations dont nous avons parlé (H.R. n° 244) vient d'être vendue, trahie, stoppée net dans son élan par les dirigeants révisionnistes de la C.G.T.

Nous réclamions l'octroi d'une prime de 1 300 F pour tous en rémunération du surcroit de travail imposé par la réorganisation comptable et informatique. L'introduction de l'ordinateur a entraîné une parcellisation et une monotonie dans les tâches. Nous sommes devenus les « O.S. en col blanc », et c'est de plus en plus fréquent dans la fonction publique. A noter que ce sont les syndicats qui ont chiffré la revendication à 1 300 F, la mobilisation totale des masses (occupation, piquets de grève durant quinze jours) ne pouvant s'expliquer que par le « ras l'bol » : assez des conditions de travail épuisantes !

Lundi 14 octobre, la direction donne sa dernière proposition : 800 F et un quart d'heure de diminution du temps de travail. C'est loin du compte ! Surtout avec comme condition la reprise immédiate du travail. D'emblée, les dirigeants C.G.T. déclarent leur satisfaction. D'après eux, on ne peut tirer plus, et ceux qui continueraient la lutte risquent des sanctions ! Que voilà un argument combatif...

Le 15 octobre, la C.G.T., suivie de F.O., se déclare ouvertement pour la reprise. La C.F.D.T. demande la continuation de la lutte et exprime sa position en A.G. en dénonçant correctement les conditions d'exploitation à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les dirigeants C.G.T. imposent le vote à bulletins secrets auquel participent de nombreux non-grévistes (c'est la démocratie syndicale, camarades !). La reprise du travail est décidée à une faible majorité sur l'ensemble des succursales et délégations régionales ; seul Angers vote massivement pour continuer la grève, mais se trouve isolé. D'ailleurs, le responsable C.G.T. d'Angers a aussitôt téléphoné à Paris pour exprimer son désaccord avec la ligne révisionniste. De plus, durant la journée du 15 octobre, près de 150 travailleurs ont rendu leur carte, ou bien démissionné du bureau de la section, ou encore refusent de faire tout travail au nom de la C.G.T., bien que conservant leurs cartes.

Le bilan de la grève :

— Les travailleurs ont employé des formes de lutte classe contre classe rarement vues chez les fonctionnaires ;

— De nombreux employés ont commencé à y voir clair sur le révisionnisme ;

— Mais il a manqué une direction à la grève (comité de grève, travail effectif des commissions, etc.). La C.F.D.T., malgré quelques positions correctes a été noyée dans l'intersyndicale et est trop suiviste encore par rapport à la C.G.T. (unité à tout prix...).

Il reste aux fonctionnaires de la Caisse des Dépôts et Consignations à démasquer définitivement les révisionnistes et à prendre en main leurs propres affaires, sous la direction de l'avant-garde communiste marxiste-léniniste.

Correspondant H.R.

L'indemnisation des travailleurs licenciés :

Un accord de plus, une trahison de plus des bonzes syndicaux

Encore une fois rassemblés autour de la table ronde des négociations, Séguy, Maire et les jaunes invétérés (FO, CFTC, CGC), ont accepté le plan Chirac (le patron des patrons), pour légaliser le droit de licenciement.

« Cet accord est d'une importance capitale », déclare Chirac.

« Les travailleurs, eux (sic), *saluent l'accord conclu avec le patronat »* ! répond Séguy. L'Huma blanche du 15 octobre n'est pas de reste, et présente cela comme des résultats directs de la lutte. Elle déclare que *« C'est un succès de l'action revendicative et de l'unité des délégations syndicales durant toute la négociation »* !

Et Giscard répond en écho : *« Cet accord a été obtenu dans un esprit de concertation actif. »*

Autrement dit, les brigands ont fait l'unité et se sont entendus comme des larrons en foire, sur le dos des travailleurs !

Main dans la main, les fidèles larbins du capital ont dit « oui » aux licenciements ! Un accord de plus : une trahison de plus !

Car, encore une fois, la classe ouvrière peut-elle se reconnaître dans un tel accord ?

Ce qu'elle reconnaît comme son droit le plus légitime, c'est de ne pas être inquiète du lendemain, de pouvoir travailler dans de bonnes conditions, en gagnant suffisamment pour vivre décemment.

Séguy a le culot de déclarer dans l'Huma-blanche du 16 octobre, que « l'objectif de la CGT était d'éliminer le chômage » !

Or, *qu'est-ce que cet accord apporte ?*

Qu'est-ce qui se cache derrière l'indemnisation accordée ?

1° Dans la situation de crise actuelle, de nombreuses entreprises ferment leur porte, il faut lutter à fond contre les licenciements qui jettent sur le pavé des milliers de travailleurs. Ceux-ci ripostent énergiquement à la politique capitaliste, et refusent ce qui leur est présentée comme une nécessité due aux conjonctures économiques, à la fatalité, ou à une mauvaise gestion. Ils défendent leurs droits (bradés par les bonzes).

Cela n'est évidemment pas du goût des « porte-serviettes » de la bourgeoisie monopoliste. Ils cherchent donc par tous les moyens à empêcher la mobilisation des masses sur leurs propres revendications, et celui-là en est un particulièrement perfide : faire miroiter des indemnités pour accepter le « fait accompli », les licenciements, le chômage.

Ainsi comptent-ils peut-être émousser la combativité avec des slogans démobilisateurs du genre : « Ce n'est pas la peine d'occuper l'usine, ce n'est pas la peine de tout casser (le beau patrimoine national !), vous allez toucher 90 % de votre salaire pendant un an, sans travailler » ! Leur but étant d'éteindre l'incendie de la lutte de classe qui se propage, afin de pouvoir faire tranquilement leur sale besogne.

Mais ces pompiers n'ont aucune chance de réussir, car, plus la crise s'approfondit, plus les masses se mobilisent ; et elles balaieront tous les obstacles qui veulent s'opposer à ses intérêts.Les Mineurs de Faulquemont et les travailleurs de l'ORTF notamment, le prouvent.

Cet accord, jugé par Séguy comme « important et positif », est le reflet même de la politique révisionniste de collaboration des classes. En système capitaliste « la garantie réelle et efficace de l'emploi » — selon les termes de Séguy et consorts — n'existe pas. Pourquoi elle ne nous sera jamais *donnée* par le capitalisme (et surtout pas par des négociations) ? Parce que cela va contre ses intérêts fondamentaux. Le chômage est une maladie incurable du système capitaliste, il en a *besoin* pour faire pression sur les salaires et maintenir ses profits, comme moyen de chantage permanent contre ceux qui osent s'organiser pour la lutte.

2° Etant donné que cet accord est valable également pour les licenciements individuels, les patrons peuvent licencier qui ils veulent et quand ils veulent, sans être nullement inquiétés. Il leur suffit d'invoquer le motif « économique » et le tour est joué ! Les travailleurs, militants syndicaux et politiques actifs ou jugés gênants, sont ainsi livrés à la répression la plus arbitraire. Ils peuvent être « écartés » en douceur, plus besoin de trouver d'excuse bidon !

Voilà encore un point qui sert à merveille la politique social-fasciste des dirigeants révisionnistes, et leur défense de la paix sociale !

3° Non seulement le risque de chômage est encore plus grand, mais en plus les travailleurs doivent en payer une partie ! Comme dit Giscard :

« Cette législation n'a pas de précédent. Aucun pays dans le monde ne la connaît. Donc, sur ce point comme sur un certain nombre d'autres, la France est très en avance. »

Le financement de cette nouvelle indemnité sera assuré par l'UNEDIC (Caisse de chômage complémentaire) au moyen d'une *cotisation qui sera supportée à 80 % par l'entreprise et à 20 % par les salariés.*

Tous les trimestres les dossiers des intéressés seront examinés par une commission paritaire.

En somme c'est « du social » ...à la rebours !

Les dirigeants révisionnistes appellent à une journée d'action le 25 octobre sur « la garantie de l'emploi » : *Dénonçons sans concession son contenu mystificateur et profondément réactionnaire. N'acceptons aucune conciliation avec les capitalistes !*

Exigeons : PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

A BAS LES ACCORDS DE COLLABORATION DE CLASSE !

Des luttes se mènent dans les quartiers populaires de Grenoble

Le quartier Teisseire à Grenoble est en grève du chauffage depuis le mois d'avril 1974.

Ce quartier H.L.M. où habitent 1 300 familles (population ouvrière dont beaucoup de travailleurs immigrés) a subi, depuis decembre 1973, 42 % d'augmentation sur le chauffage. Les habitants réclament :

— la suppression de toutes les augmentations ;

— un service de meilleure qualité.

Des luttes ont déjà eu lieu sur ce quartier, qui se sont toutes terminées par un succès...

Forts de ces victoires passées, les habitants se sentent aujourd'hui capables d'entamer la lutte sur le prix du chauffage.

Comment cette nouvelle grève a-t-elle été décidée ?

Suite aux augmentations, l'Union de quartier convoque les habitants en A.G. Une centaine de personnes sont présentes, et le mécontentement grand. Le mot d'ordre de grève est lancé.

Nous décidons cependant de consulter tous les habitants de la cité en faisant un porte à porte pour leur demander ce qu'ils pensent des augmentations, et s'ils sont prêts à réagir. Le porte à porte est réparti au cours de l'A.G. même. Nous nous retrouvons deux semaines plus tard en A.G. pour faire le point : sur 700 familles touchées, 470 sont prêtes à faire quelque chose. La grève est donc décidée.

(Cette deuxième A.G. fut également l'occasion de fournir des explications sur la « crise de l'énergie » dont les Arabes sont accusés, afin de dénoncer la campagne raciste qui faisait rage alors sur les ondes.)

Ceci prouve que la grève n'est pas le fait d'une minorité, comme tendra à le faire croire le P.«C.» réviso tout au long de la grève, mais que c'est une grève active, qu'elle est le fait d'une majorité de grévistes prenant eux-mêmes leurs propres affaires en main.

— La forme de la grève.

Chaque gréviste verse entièrement son loyer, charges comprises, sur un compte bloqué par l'U.Q.

Le loyer moins les provisions de chauffage est ensuite versé aux H.L.M. (tous les trois mois seulement).

Comme au cours de la grève des loyers, la grève des charges et sa popularisation prend des formes nettement antiracistes et antirévisionnistes. Et c'est précisément l'expression de la démocratie prolétarienne dans la grève que les révisionnistes ne peuvent pas supporter et combattent ouvertement.

— Dans ce mouvement, notre interlocuteur reste l'O.P.H.L.M., puisque c'est lui qui, en temps normal, perçoit les provisions pour le chauffage. Mais il est également notre intermédiaire avec la S.D.C.V.G. (société de chauffe) qui, elle, fournit le chauffage.

Lorsque nous avons déclaré officiellement notre grève, nous avons demandé à l'O.P.H.L.M. de répercuter les conséquences de la grève sur la société de chauffe en ne lui payant pas les factures du chauffage. Nous avons reçu une réponse négative deux mois après, après une période de vacances.

Il faut savoir qu'au C.A. de l'O.P.H.L.M., siègent les élus opportunistes (P.S., P.S.U.), que la S.D.C.V.G. est une société d'économie mixte contrôlée par la municipalité socal-démocrate (P.S., P.S.U., G.A.M.).

Ainsi les opportunistes se démasquent à tous les niveaux en gérant la société capitaliste, s'opposant ainsi à l'intérêt des masses et en réalisant un front commun des opportunistes pour faire face au développement de l'UNITE POPULAIRE.

— Pour l'instant, nous sommes 210 à suivre le mouvement. AUCUN des révisos du quartier ne fait grève ; leur attitude pendant tout le mouvement est de se tenir en retrait de l'action, de venir donner des leçons en A.G., de faire un travail de sape, démobilisateur et démoraliseur, lorsqu'ils diffusent leur presse révisionniste.

Encore une fois, les révisos s'opposent à l'intérêt des masses et se démasquent ; toute leur pratique l'a monré, les véritables manipulateurs sont les révisionnistes eux-mêmes ;

C'est pourquoi ils ont toujours tout fait pour s'opposer à l'expression de la DEMOCRATIE PROLETARIENNE ET POPULAIRE DANS LES A.G.

CONTRE LA VIE CHERE, RENFORÇONS LA LUTTE !

VIVE LE DEVELOPPEMENT DE L'UNITE POPULAIRE DANS LES A.G. !

DEVELOPPONS ENCORE PLUS LA SOLIDARITE MILITANTE ENTRE LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES !

DEMASQUONS LES SABOTEURS REVISIONNISTES !

LA GREVE CONTINUE !

Des militants M.L. du quartier.

COMMANDEZ NOS BROCHURES

- **Le social-impérialisme soviétique, danger principal en Europe (2,80 F)**
- **Les militants de la Gauche révolutionnaire rallient l'Humanité Rouge (3,50 F)**
- **Un paysan viticulteur de l'Hérault parle... (Entretien avec H.R.) (1,60 F)**

P.T.T. : le fleuve s'est mis en marche

Puissant, massif, profond et impétueux, le mouvement gréviste s'est étendu en moins de 24 heures à tous les centres de tri et ambulants de la région parisienne, plus de 25 000 postiers. Déjà des centres de tri de province sont entrés à leur tour dans l'action.

La méprisable barrière du préavis de 5 jours que la bourgeoisie gaulliste avait prétendu mettre au travers de nos luttes a été balayée comme fétus de paille.

Grève sur le tas, décidée et contrôlée par les assemblées générales souveraines de postiers.

Les postiers se sont montrés dignes des glorieuses traditions de leurs aînés, ceux de la C.G.T.U. postale des années 30 qui ont lutté pour imposer le droit de grève dans les P.T.T. aux gouvernements bourgeois (de droite ou de « gauche ») de la IIIe République, ceux qui ont mené la magnifique grève de 1953.

Les objectifs sont clairs. Les postiers refusent de faire les frais de la crise de la société capitaliste. Les dirigeants révisionnistes et réformistes qui comptaient canaliser le mécontentement par une semaine d'action et une grève de 24 heures comme le 6 décembre de l'an dernier, en sont pour leurs frais.

— Les postiers refusent les salaires de misère et exigent 1 700 F minimum et 200 F pour tous les non hiérarchisés.

— Les postiers refusent la dégradation de leurs conditions de travail et l'intensification de l'exploitation, ils exigent des effectifs titulaires et des moyens pour travailler.

— Les postiers n'acceptent pas que la bourgeoisie remettent en cause les acquis de leurs luttes, la liquidation du statut de la fonction publique, la remise en cause des repos compensateurs ; ils exigent l'arrêt de l'embauche d'auxiliaires et leur titularisation dans les cadres normaux, le maintien des repos compensateurs et le droit de les prendre à tout moment sans restriction.

Comme en mai 1968, désarçonnés par la puissance et l'ampleur du mouvement, les dirigeants révisionnistes ont pour principal souci de reprendre le train en marche. La combativité des postiers est telle que leur marge de manœuvre est étroite. Mais ils n'ont nullement abandonné leur stratégie électoraliste de collaboration de classe. Ils n'ont nullement abandonné leur volonté de se servir des mouvements populaires comme tremplin pour porter à la tête de l'Etat monopoliste une équipe de rechange pour gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie. Equipe de rechange unissant les « gérants loyaux » de la IVe République (Mitterrand, Defferre et Co) aux gérants loyaux gaullistes de la Ve (Charbonnel, Léo Hamon, etc.).

Déjà ils tentent de vider le mouvement gréviste de son contenu démocratique prolétarien, s'opposent à ce que les assemblées générales de postiers prennent souverainement en main la lutte, s'opposent à la mise en place de comités de grève élus et révocables en assemblées générales, s'opposent à l'occupation massive des locaux.

Déjà ils se sont parachutés d'office « négociateurs » sans y être mandatés par aucune A.G. de grévistes, sans même préciser, ni faire discuter en assemblée générale la base sur laquelle ils vont négocier.

LES POSTIERS DOIVENT RESTER VIGILANTS. Tant qu'ils tiendront à l'unité, à la participation massive de tous au mouvement, au contrôle strict de la grève par les assemblées générales de grévistes, ils seront comme les travailleurs de LIP, en mesure de déjouer toutes les manœuvres de démobilisation et de division d'où qu'elles proviennent. Tant qu'ils s'en tiendront à l'unité et à la démocratie prolétarienne des assemblées générales, *aucune force au monde ne saurait leur faire plier les genoux.*

Tous les maux dont souffrent les postiers, les salaires de misère, l'exploitation, la division, le déracinement de leur région d'origine, *tous ces maux proviennent sans exception de la société capitaliste.*

Pour en finir avec tous ces maux, il faut en finir avec la société capitaliste !

Mais il n'y a pas de solution-miracle, électorale ou autre. Il faudra encore de nombreuses luttes. L'avenir est lumineux, mais la route est difficile.

Comme nos ainés de la COMMUNE DE PARIS, nous devons nous préparer à « monter à l'assaut du ciel » pour abattre le vieux monde d'oppression, d'exploitation et de misère.

En persévérant dans la juste voie de la lutte résolue « CLASSE CONTRE CLASSE », dans l'unité, les postiers prennent la digne place qui leur revient dans ce grand combat.

LE FLEUVE S'EST MIS EN MARCHE, TOT OU TARD IL EMPORTERA TOUS LES OBSTACLES DRESSES SUR SA ROUTE.

Paris le 20 octobre 1974. 18 heures.
Les cellules du P.C.M.L.F. des centres de tri et ambulants parisiens.

La lutte s'étend à tous les centres de tri

Le mécontentement qui régnait chez les postiers depuis longtemps vient d'éclater.

Vendredi soir, les 12 centres de tri parisiens sont en grève, soit environ 25 000 postiers.

Aujourd'hui, lundi 21, ceux de province (Lyon, Marseille, Toulouse, Caen*...) et des centraux d'arrondissement parisiens entrent en lutte également.

Au centre de tri de la gare de l'Est, les révisos dirigeant la section C.G.T. ont appliqué leur nouvelle tactique...

En effet, alors que le vendredi à 14 heures, ils déclaraient encore que les 4 centres déjà en grève l'étaient sur des problèmes spécifiques et qu'il n'y avait rien à faire de spécial, que la situation n'était pas la même à « l'Est »... (comme si nous n'avions pas les mêmes problèmes !), à 19 heures, devant l'assemblée générale du personnel qu'avait convoqué la section C.F.D.T. sous l'impulsion d'un travailleur M.-L. (avec l'approbation des militants de base C.G.T.), ils jouaient les « durs » face au responsable (sic.) de F.O. qui lui, dénonçait la grève sous les huées des travailleurs. Il faut dire qu'entre temps ils avaient reçu des consignes de leur fédération qui ne tenait pas à voir le mouvement leur échapper. Aux dernières nouvelles, ils accepteraient l'occupation des locaux... dirigée par une intersyndicale (où bien sûr, ils seraient prépondérants, vu leur influence encore importante) et non par un comité de grève.

Mais les postiers devront rester vigilants et ne pas se faire d'illusions sur le « durcissement » des révisos.

Dans une perspective de crise politique, ils font mûrir l'abcès afin que « l'Union de la gauche » puisse prendre la place de l'équipe Giscard déjà discréditée depuis longtemps.

La lutte ne fait que commencer, soyons vigilants !

Imposons des comités de grève ouverts à tous les travailleurs, syndiqués ou non, seuls habilités à mener l'action !

* Aux dernières nouvelles, les travailleurs de « Caen Gare » qui occupaient les locaux en ont été chassés par les flics lundi soir.

Le 22 octobre.
Correspondant H.R.

Quelques échos de la lutte à l'O.R.T.F.

La journée du 8 octobre à Paris

Dans les centres Parisiens des piquets de grève et des Assemblées Générales dans la matinée. L'idée de couper l'antenne radio ou télé est lancée à plusieurs reprises. Les assemblées ne veulent pas rester inactives et, spontanément, elle quittent les centres de Joinville, de Cognacq-Jay et d'Issy-les-Moulineaux (et plus tard des Buttes-Chaumont) pour se diriger vers la maison de la Radio avec leurs banderolles, afin d'encourager les techniciens de la Maison de la Radio à la « coupure ». Devant la « maison » bouclée et gardée par les gardes mobiles, les travailleurs de Joinville, arrivés les premiers, s'installent devant les postes, face aux flics, le temps nécessaire aux autres Centres pour contourner les barrages de police puis bloquent les ponts et voie d'accès.

Des grévistes de la Maison de la Radio commencent à déployer leurs banderoles à l'intérieur, derrière les vitres.

Dehors la jonction s'opère entre les centres parisiens qui votent une motion de proposition « sur le tas », puis décident de commencer à faire le tour de la « maison » en manif, avec banderoles et mots d'ordre (« L'ORTF ÇA CONTINUE ! » « PAS UN SEUL LICENCIEMENT », « NON, NON LA TELE N'IRA PAS AU PRIVE », « STATUT UNIQUE POUR TOUS ! », « A BAS LA LOI SCELERATE ! »).

La manif (environ 1.000 personnes) fait le tour et se regroupe devant les fenêtres des bureaux syndicaux.

Mais, de l'intérieur, une main solidaire scie les chaînes de la porte la plus proche.

La manif s'engouffre par la brèche et s'installe dans le hall du foyer B.

Que faire ?

Les bonzes de l'intersyndicale « descendent » se présenter devant cette masse et cette mobilisation imprévues dans leurs manèges pour dire en gros : « Patience, patience, à demain à la Bourse du Travail ! » (en fait ils avaient la tête à tout autre chose qu'à organiser la grève, ILS ETAIENT EN TRAIN D'EN ORGANISER LE SABOTAGE LE PLUS IGNOBLE).

Un militant de la CFDT propose à l'assemblée de s'installer dans le studio 105 et d'y organiser un débat libre.

Proposition immédiatement acceptée.

Tandis qu'une délégation désignée spontanément monte déposer la motion de protestation contre la présence de la police à la direction, un débat démocratique s'instaure sans tribune, ni tribun ! Il durera plus de 2 heures et on y discutera des objectifs de la grève et de l'attitude des syndicats, de la loi et de la légalité, de la démolition du statut des services publics, du chômage qui règne sur le marché du travail. Les interventions les plus « grinçantes » furent celles des révisionnistes renfrognés ou apparentés, pour qui les débats où l'on s'exprime librement sont anti-syndicaux ou pas « raisonnables ».

Le dernier carré (en majorité des militants), a quitté la maison vers 19 heures après un « sitting » prolongé, dans le hall d'entrée.

Le comité de lutte de l'ORTF passe à l'action

Les travailleurs de l'ORTF, de plus en plus nombreux à être conscients de la trahison des dirigeants de l'intersyndicale, s'organisent à la base, en comités de lutte de l'ORTF. Le comité de lutte intercentres de Paris est passé à l'action vendredi 18 au soir : alors que l'intersyndicale n'était reçue par le PDG Marceau Long, que pour constater le nombre de travailleurs mis à la porte, et non pour s'y opposer, *le comité de lutte de l'ORTF,* une heure après, *faisait irruption dans un studio de l'ORTF, en plein milieu d'une émission en direct : « Au rendez-vous des grands reporters », pour lire le communiqué suivant :* « Après l'annonce de 489 nouveaux licenciements, l'ORTF se trouve amputé de 1945 emplois. Le comité de lutte de l'ORTF appelle les camarades de travail de Paris et de la province à la grève générale illimitée à partir de lundi », *et tendre une banderole devant les caméras où était écrit :* Non aux licenciements. Grève générale, statut unique. *Comité de lutte.*

Correspondant H.R.. ORTF.

Le centre ORTF à Lyon : « Notre lutte ne sera pas légale, elle sera légitime »

« Il y a eu la légalité Romaine, et la légitimité de Spartacus. Il y a eu la légalité de Vichy et la légitimité de la France Résistante... La légalité est affaire de circonstance, de conjoncture, d'époque, de lieu. Les légalités se suivent et ne se ressemblent pas.

Au contraire, est légitime ce qui est *juste,* est légitime ce qui touche à l'essentiel, au permanent chez l'Homme, est légitime ce qui concourt au progrès, au bonheur des hommes. La légalité s'impose par des textes, par des flics, mais l'exigence de justice explose de l'intérieur de chacun de nous, impérieuse. Cette explosion qui n'a que faire des carcans ou de cadres, est légitime.

Il y a eu, souvenez-vous, le très légal « LIP C'EST FINI » et la légitime volonté de vaincre des « LIP ». D'un côté le « poing c'est tout », des CRS et de l'autre, le « nous voulons vivre » des travailleurs.

Nous savons, nous, à l'ORTF que notre combat est *juste,* alors, qu'importe LA LEGALITE ! »

(Extrait de « RUADE », journal du personnel ORTF de *Lyon en Lutte.*)

L'HUMANITE ROUGE
publie en brochure le dernier
Discours d'Enver Hoxha
prononcé devant ses électeurs le 3 octobre 1974.
Une importante analyse du dirigeant albanais de 30 année de socialisme en Albanie, de la situation internationale et de la politique extérieure de l'Albanie
Passez vos commandes
L'ex. 2,00 F (frais de port 20 %).

Pourquoi la bourgeoisie ne peut-elle assurer une véritable défense nationale ?

Le récent conseil de défense présidé par Giscard d'Estaing a décidé deux mesures de poudre aux yeux pour tenter de calmer le contingent : quatre transports de permission par an gratuits pour chaque appelé, et une faible augmentation du prêt du soldat.

Plus importante par contre est la décision de maintenir la durée du service militaire à un an. Depuis plusieurs mois s'exerce sur l'opinion, à la faveur de la crise de l'armée, une pression réactionnaire provenant de la « gauche » comme de la « majorité », sous la forme de diverses positions, comme le passage à l'armée de métier, le service de six mois et d'autres encore. La crise est telle que, selon la presse, des missions militaires d'études ont été envoyées à l'étranger pour étudier certains types de recrutements d'autres armées occidentales. On en reste encore en France au service de un an, mais pour combien de temps ? Nul doute qu'à la longue si la campagne se poursuit sans une large opposition, la durée du service soit ramenée à six mois : ce sera le tremplin à l'armée de métier.

Nous nous opposons à l'armée de mercenaires, ainsi qu'au service de six mois qui la prépare de fait, pour des raisons politiques que notre journal a déjà données. Mais la bourgeoisie a une manière propre à sa classe pour défendre son point de vue. On appréciera à sa juste valeur l'argument qui revient régulièrement à la bouche des responsables militaires pour défendre la durée actuelle du service militaire. Le service de six mois, ou l'armée de métier, coûterait trop cher. Comment, dans un domaine aussi important que la défense nationale, donner comme argument principal que tel ou tel mode de recrutement — choix pourtant fondamental — reviendrait trop cher ? Et combien au fait coûte à un peuple une occupation étrangère ? Mais ce que par contre s'abstiennent d'expliquer ces grands bourgeois en uniforme, et ceci pour des raisons de classe, c'est que la véritable force militaire de défense réside dans le peuple ; la conscription présente à cet égard un intérêt bien plus élevé pour les forces révolutionnaires que pour la bourgeoisie. Il ne faut nourrir aucune illusion sur la conséquence de la bourgeoisie à défendre la conscription. Elle s'en est satisfaite, comme elle s'arrangerait en définitive de l'armée de métier.

La bourgeoisie a fait son temps

Nous avons déjà dénoncé dans ces colonnes les aspects contre-révolutionnaires des mouvements antimilitaristes impulsés par les trotskistes. La propagande du parti révisionniste n'est pas étrangère non plus aux réactions pacifistes petites-bourgeoises qui se manifestent temporairement au sein du contingent. Mais les efforts de ces groupements, qui conduisent à une démobilisation politique et militaire face aux menaces de guerre en Europe, resteraient vains auprès des appelés, si la direction de la défense nationale était assurée de façon conséquente (ce qui ne sera jamais le cas en régime capitaliste). Les gouvernements de la Ve République se sont opposés et s'opposent encore dans une certaine mesure, aux superpuissances. Mais la bourgeoisie monopoliste ne saurait fondamentalement résister jusqu'au bout aux pressions de l'U.R.S.S. et des U.S.A. car elle ne peut mettre en mouvement l'élément décisif : le peuple français qu'elle opprime. La racine des troubles dans l'armée, c'est la crise du capitalisme. Et les mouvements du contingent partent d'une révolte contre l'armée bourgeoise, contre le régime social en place. Quand de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, tente de circonscrire le mécontentement du contingent aux seuls «fils de bourgeois et d'intellectuels », nous lui conseillons de réfléchir un peu plus et de commencer à se pencher sur les conditions matérielles et morales d'exécution du service militaire : solde faible, règlement réactionnaire, mépris des soldats, hiérarchie cherchant plus à maintenir de manière rétrograde une discipline formelle, qu'à instruire, formation militaire dans tous les cas insuffisante et limitée (la bourgeoisie craint que le prolétariat n'élève son niveau militaire), occupation de beaucoup d'appelés à des tâches annexes, en particulier à celles de larbin des « huiles ». L'armée est malade et c'est l'exploitation de l'homme, du capitalisme, l'agonie d'un régime social qui a fait son temps. Mais cela de Boissieu ne le dira pas.

Concessions aux superpuissances

Les chefs politiques et militaires se plaignent de la démobilisation de la jeunesse. Mais qu'annoncent les organes d'information de «gauche» comme de droite, que dit le gouvernement ?

Il y aurait détente dans le monde, des progrès vers le désarmement seraient effectués, les U.S.A. et l'U.R.S.S. seraient contraints à s'entendre. C'est pousser au relâchement de la vigilance de notre peuple que de lui affirmer que les dangers s'estompent, que d'éviter d'exposer franchement la réalité des préparatifs de guerre des superpuissances, que de faire les éloges de la diplomatie soviétique quand nous vivons sous la menace d'une intervention militaire de ce pays. Alors pourquoi s'étonner des résultats d'une telle propagande ? La responsabilité en revient à l'Union de la « gauche » en premier lieu, mais aussi à la « majorité ».

La bombe atomique n'est pas la panacée

Autre opportunisme : la mise en avant de l'armement nucléaire français comme la ligne Maginot de notre époque (1) : la bombe atomique assurerait à elle seule la sécurité de la France. Cette affirmation mensongère sous-entend l'idée de l'inutilité du service, ou du moins, celle de la seule nécessité d'une protection des bases atomiques et de quelques maigres effectifs. Ne démobilise-t-on pas également notre peuple en lui présentant la défense de notre pays ainsi assurée, par la technique, contre tout adversaire éventuel ? Affirmer que l'armement nucléaire donne une sécurité définitive à la France est faux ; le problème est politique ; la bombe atomique n'est qu'une arme, puissante peut-être, mais seulement une arme alors que dans un conflit, la victoire provient en définitive du peuple et non des armements, si perfectionnés soient-ils. La bourgeoisie s'oppose au peuple ; aussi est-ce bien dans sa nature de classe que de développer une conception qui fait des armes et non de l'homme le facteur décisif, ainsi que négliger, sinon saboter la préparation du peuple lui-même à la défense.

On fait grand bruit sur la capacité de riposte nucléaire de la France qui nous préserverait de toute attaque. Mais la conduite du président (chef des armées) sur qui repose la défense en cas de conflit, est dictée, non par le caractère de l'homme, comme l'écrivait le journal bourgeois *Le Monde*, mais par la classe à laquelle il appartient. Les chefs de file de la bourgeoisie monopoliste, dans une situation de guerre mondiale auraient penché ou pencheront en définitive du côté de la plus forte des superpuissances, mais avec la ressource d'un armement nucléaire.

Que de Boissieu recherche donc les sources de « l'agitation » dans la politique de « gauche » ou de « droite » au sein de la classe dont il défend les intérêts.

Quelle conduite adopter ?

Notre journal a déjà condamné la ligne contre-révolutionnaire dans le domaine militaire de l'Union de la « gauche » et des groupes trotskistes. Celle de la « majorité » présente certains aspects positifs sur le plan technique dans la mesure où elle s'oppose temporairement aux superpuissances nous devons en tenir compte, mais elle présente un fond tout aussi opportuniste que nous devons combattre.

Fondamentalement, c'est le prolétariat, dirigé par son Parti, qui doit compter sur ses propres forces sur les plans politiques et militaires, pour assurer ses tâches de la direction de la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne. Et dans le domaine précis de l'indépendance de notre pays, toute alliance temporaire, sur un point, avec des forces étrangères au prolétariat *ne peut se faire sans lutte ferme contre le caractère opportuniste de leur politique*, en ayant bien en tête que l'unité est passagère et la lutte absolue.

Dans un monde en profonds bouleversements, les marxistes-léninistes peuvent avoir à assumer peut-être plus tôt qu'ils ne le prévoient de lourdes responsabilités dans la direction de la lutte armée. Il faut y réfléchir et dès maintenant en tirer les conclusions qui s'imposent.

(1) L'expression n'est pas de nous, mais de Hernu, responsable des questions militaires au sein de la direction du Parti socialiste. Nous nous bornerons à ne leur emprunter que cette image, car la politique de défense qu'il propose est, quant au fond, encore plus réactionaire que celle de la « droite » électorale.

La bonté du président...

Dès janvier 1975, augmentation de 25 %... du prêt du soldat. Quelle générosité, Monsieur le président. Et en pleine période de restrictions! 25 % au lieu de 20 % prévus, et avec six mois d'avance. C'est trop, Monsieur le président !

Il est vrai que la hausse des prix introduit une correction non négligeable. Il est vrai aussi que pour ces 25 %, si on ne part que de 2 F par jour, on n'arrive guère qu'à 2,50 F. Nous voilà rassurés. Le gouvernement a d'ailleurs publié la dépense supplémentaire correspondante : 60 millions de francs par an, s'il vous plait. Au cas où nous ne le saurions pas, nous voilà prévenus : le contingent coûte cher.

Pourtant la commission de défense nationale de l'Assemblée s'est elle-même prononcée pour élever le prix à 10 F par jour, ce qui est d'ailleurs plus que les propositions révisionnistes.

Mais au fait, combien de généraux touchent officiellement plus de 1 million d'anciens francs par mois ?

Le social-impérialisme soviétique pille la Hongrie

Le 1er septembre les prix des combustibles en Hongrie sont montés en flèche ; le charbon a augmenté de 16 %, le coke de 24 %, le mazout et l'essence normale de 40 %, le fuel-oil de 45 % et les charges de chauffage central de 20 %.

Le journal du parti révisionniste hongrois « Nepszabadzag » explique ainsi cette hausse : « Comme les prix mondiaux ont largement augmenté, les coûts de production ne sont plus adaptés aux prix d'importation ; par exemple les coûts de production du pétrole ont augmenté de 100 %, ceux des produits raffinés et des différents produits chimiques de 50 à 100 %. »

Mais qui donc dicte à la Hongrie ces « prix mondiaux » ? La Hongrie importe 90 % de son pétrole, 98 % de son essence et 92 % de son mazout d'Union Soviétique. Les nouveaux tsars du Kremlin se servent du « Conseil d'aide économique mutuelle » (C.A.E.M.) pour piller systématiquement les richesses des autres pays révisionnistes (Europe de l'Est). La « division internationale du travail » dont parlent tant les socio-impérialistes contraint en fait les pays participant au C.A.E.M. à être des appendices de l'industrie soviétique.

La Hongrie aurait assez pour elle-même de ses reserves en pétrole et en gaz ; mais au lieu de s'en servir, elle a pris part à la construction du « pipeline de l'amitié », à grands renforts de capitaux, qui amène le pétrole soviétique dans les autres pays.

Par ailleurs, dans les années 60 de nombreuses mines ont été fermées pour laisser le terrain libre au pétrole russe et au charbon polonais et russe.

Telle est la politique révisionniste de « l'intégration économique socialiste », « qui provient des liens profonds et stables dans les branches importantes de l'économie, de la science et de la technique, de l'élargissement et du renforcement du marché international de ces pays ». - Communiqué du 25e Congrès du C.A.E.M., 1971.

La clique révisionniste au pouvoir en Hongrie poursuit une politique de mise à l'encan et bafoue les travailleurs hongrois en leur accordant une augmentation de salaire mensuel de 15 Francs « pour équilibrer des dépenses élevées. »

Article paru dans le ROTER MORGEN, n° 37 du 14 septembre 1974.

Correspondant H.R.

P.S. 1. C.A.E.M. = COMECON.

2. « Depuis le début de l'année les pays du C.A.E.M. ont reçu 25 millions de tonnes de pétrole soviétique acheminé par l'oléoduc « Droujba » soit 13 % de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente. »

Les « Nouvelles de Moscou », n° 38, 21 septembre 1974.

« Depuis la mise en exploitation de cet oléoduc, la Hongrie, la R.D.A., la Pologne et la Tchécoslovaquie ont reçu, des rives de la Volga, 280 millions de tonnes de combustible liquide. »

Les « Nouvelles de Moscou », n° 38.

Ainsi ce n'est pas seulement la Hongrie qui subit le joug colonialiste du social-impérialisme soviétique mais tous les pays de l'Europe de l'Est.

Rencontre entre partis marxistes-léninistes

Communiqué du Comité central du PCMLF :

Au cours de la dernière période se sont rencontrées des délégations du Comité central du PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE et du Comité central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DU CHILI.

Des informations précieuses ont été échangées.

Une identité de vue complète s'est dégagée de la discussion sur les problèmes de la situation internationale.

La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère d'étroite solidarité et de profonde amitié, basées sur le principe de l'internationalisme prolétarien.

Des mesures ont été prises pour le renforcement des liens entre les deux partis.

Information publiée lors de la session du Comité central du PCMLF en date du 18 septembre 1974.

Brejnev compte ses troupes

A « l'initiative » des partis révisionnistes italien et polonais, une « réunion consultative » des partis révisionnistes d'Europe s'est tenue à Varsovie la semaine dernière.

Depuis de longs mois, les dirigeants soviétiques n'ont pas ménagé leur peine pour faire convoqué une conférence mondiale des partis révisionnistes, avec le double objectif de faire cautionner leur politique extérieure hégémonique et, vieux rêve de Khrouchtchev, d'obtenir une « condamnation » unanime des partis marxistes-léninistes chinois et albanais.

La réunion de Varsovie constitue un *échec* pour les révisionnistes soviétiques : ceux-ci ont dû se contenter d'une réunion à l'échelle européenne, de nombreux partis ayant refusé la convocation d'une conférence mondiale. Et à cette « mini-conférence », les soviétiques n'ont même pas pu aborder la question des partis chinois et albanais, puisque certaines délégations s'étaient rendues à Varsovie *sous condition* que la réunion ne prononce aucune condamnation d'un parti. Le prestige de la Chine est tel que les révisionnistes soviétiques sont complètement isolés à propos d'une condamnation ouverte du P.C.C. A Varsovie, Kanapa, membre de la délégation du parti « communiste » français, s'est même livré à une piteuse performance devant la presse internationale, en jurant ses grands dieux que sa délégation n'avait à aucun moment prononcé le nom du parti communiste chinois...

Il reste que la délégation soviétique dirigée par Ponomarev a tout fait non seulement pour tenter d'imposer la politique extérieure du social-impérialisme, mais encore pour que les différents partis européens *appliquent* une ligne au service de cette politique. Dans son discours, Ponomarev a surtout parlé de la « détente politique » en Europe, et de la nécessité d'y lier la « détente militaire ». Les révisionnistes italiens, en déclarant que les gouvernements européens, à partir du moment où les « communistes » y participeraient, « considèreraient » les rapports avec les pays « socialistes », ont à coup sûr satisfait les soviétiques. Mais, en retour, ils nous permettent d'élever notre vigilance à un plus haut niveau.

Essuyant échec sur échec dans sa « politique européenne » (les Conférences sur la sécurité et sur la réduction des troupes piétinent, la vigilance anti-social-impérialiste des pays et des peuples de l'Europe occidentale s'élève...) Brejnev compte ses troupes. Celles qui, comme la délégation du P.«C.»F., ont répondu fidèlement à l'appel, n'ont fait que se démasquer davantage comme agent du social-impérialisme dans notre pays.

Les révisionnistes : d'échecs en echecs

Ainsi donc la situation est mauvaise pour la clique Marchais qui rencontre des échecs grandissants : les importantes défaites électorales, la consécration du P.S. comme premier parti de France et de Mitterrand comme leader incontesté de l'opposition bourgeoise, la trahison effrénée des luttes (O.R.T.F., Titan-Coder, France...) de peur d'être débordés et démasqués par les masses. Un tableau aussi sombre à quelques jours de l'ouverture du XXIe congrès chargé de peindre en blanc brillant le P.«C.»F. pour que la bourgeoisie s'y reconnaisse totalement, ne peut que rendre plus aiguës les contradictions qui se développent à l'intérieur du parti révisionniste et dont les « tribunes de discussion » ont donné un avant-goût.

La stratégie des révisionnistes pour accéder le plus vite possible au gouvernement bourgeois pour le plus grand profit du social-impérialisme a conduit à ressuciter le Parti socialiste moribond (Defferre a eu tout juste 5 % aux présidentielles de 1969) pour s'allier avec lui et prétendre ainsi à une victoire électorale.

Mais de victoire électorale il n'y en a de possible que si le P.S. arrivait à la « hauteur » du P.«C.»F., que si la « gauche était rééquilibrée » et cela la clique Marchais a tout fait pour le favoriser (Mitterrand candidat commun dès le premier tour en 1965 et 1974, soutien de la plupart de ses initiatives, aucune critique quand celui-ci recevait Golda-Meir ou organisait des colloques sur la Tchécoslovaquie).

Mais voilà que Mitterrand et le P.S. progressent de plus en plus, qu'ils voient les adhésions affluer, qu'ils rallient Rocard et une partie du P.S.U., des militants de la C.F.D.T., qu'ils remportent de nombreux succès électoraux, qu'ils sont devenus pour la bourgeoisie monopoliste la solution de rechange idéale, les concessions à faire aux révisionnistes et donc au social-impérialisme devenant chaque jour moins importantes au fur et à mesure qu'ils se renforcent.

C'en est trop ! D'autant que de nombreux militants sincères du P.«C.»F. se posent de plus en plus de questions sur la route que veut leur faire prendre Marchais. Et c'est le communiqué du B. P. révisionniste, les déclarations à qui veut en entendre, les accusations de Mitterrand de vouloir rejoindre le camp du grand capital, de Rocard qui a toujours critiqué le Programme commun, de Mauroy qui fait le contraire à Lille de ce qu'il dit à Paris, etc. Même la *Pravda* s'en mêle : « Il se trouve au sein du P.S. des tendances qui voudraient bien renforcer leurs positions au détriment des communistes ; une telle tactique ne peut que réjouir les représentants du grand capital. »

Les dirigeants révisionnistes sont inquiets et ils ont de quoi : le P.S. a répondu du tac au tac à leurs déclarations (« Le Parti socialiste regrette les imputations sans fondement des dirigeants du P.C.F. et les rejette fermement »), allant jusqu'à rejeter unilatéralement et par communiqué de presse la réunion Mitterrand-Marchais prévue le 15 octobre.

Oui, le Programme commun est bien enterré ! Mitterrand peut (presque) se permettre de parler à Marchais comme à un subordonné (« Je ne regrette pas d'avoir parlé du rééquilibrage il y a 18 mois, puisque c'est fait ! »). Cette tendance ne fait que se renforcer : les révisionnistes ont lancé de nombreux appels aux gaullistes, mais ceux-ci sont plutôt attirés par le P.S. Et cela c'est la clique Marchais qui non seulement y a contribué, mais l'a voulu car c'était nécessaire pour remporter la victoire électorale.

La situation est mauvaise pour Marchais. Sa ligne révisionniste, bourgeoise, rencontre des échecs grandissants. Le XXIe congrès pourra peut-être faire illusion quelques temps, mais les faits sont têtus. La classe ouvrière, le peuple seront arrachés à l'emprise du révisionnisme moderne, comme ils l'avaient été par Lénine au renégat Kautsky. C'est là, plus que jamia, la tâche centrale des communistes marxistes-léninistes.

Librairie

« Les Herbes Sauvages »

70, rue de Belleville,

75020 PARIS

« La force du livre »

rue Leynaud, Lyon

EDITIONS DU CENTENAIRE

— **Staline :** Le marxisme et la question nationale : 6 F

Prochaines parutions

— **Staline :** pour une formation bolchévique.

● A propos de la déviation social-démocrate dans notre parti.

— Documents d'Albanie : chaque mois, publications des émissions théoriques de Radio-Tirana et des commentaires les plus importants.

EDITIONS DE PEKIN

(en langue espagnole)

— **Lénine :** matérialisme et empiriocritisme 4 F

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

A l'attention de tous nos lecteurs

Ce numéro est un quinzomadaire, mais il est très probable que l'Humanité-Rouge publiera le 31 octobre une édition spéciale consacrée au XXIe Congrès du P.C.F.

Rennes, Orléans
2 meetings Humanité Rouge
2 succès

Le 18 octobre, à 20 h 30, 350 à 400 personnes se sont pressées au meeting de l'Humanité Rouge *organisé à* Rennes. *Une exposition organisée dans un hall précédant la salle du meeting retraçait différents aspects de notre ligne politique ainsi que les biographies de nos camarades dirigeants, notamment celle de notre regretté camarade François Marty.*

Trois interventions dans ce premier meeting de l'Humanité Rouge *à Rennes :*

— « Qui sont les marxistes-léninistes » fut le thème de la première intervention, qui évoqua les combats des marxistes-léninistes depuis 1963.

— Les luttes ouvrière dans la région et l'activité des marxistes-léninistes furent abordées dans la seconde intervention.

— Puis ce fut la ligne internationale et nationale des marxistes-léninistes regroupés autour de l'Humanité Rouge *qui fut exposée par Camille Granot, membre du comité de rédaction du journal, qui insista sur l'excellente situation internationale, les dangers représentés par les deux superpuissances, et notamment par le social-impérialisme en Europe ; notre camarade indiqua que « lorsque nous sommes à l'offensive contre le révisionnisme, nous progressons, la classe ouvrière progresse. »*

Un message envoyé par le comité de ville du Parti communiste marxiste-léniniste de France et adressé aux participants du meeting a été longuement et chaleureusement applaudi.

Il y aura d'autres meetings, abordant d'autres aspects de la ligne et de l'activité des marxistes-léninistes regroupés autour de l'Humanité Rouge *à Rennes ; nous souhaitons qu'ils soient, comme ce premier meeting, de grands succès.*

Le meeting organisé à Orléans *le 19 octobre à 15 heures par notre journal, a regroupé une soixantaine de personnes. Il est, comme l'a souligné l'intervention d'un camarade d'Orléans, l'aboutissement de l'unification des marxistes-léninistes sur la ville, qui s'est achevée il y a quelques semaines. A la suite de son intervention, les camarades Camille Granot et Claude Lebrun ont abordé la ligne de* l'Humanité Rouge ; *le camarade Lebrun a insisté sur la nécessité de combattre le révisionnisme dans les entreprises et a stigmatisé les aspects principaux de la ligne néo-révisionniste du prétendu « P.C.R. (m-l)» dans les entreprises.*

Vendredi 25 octobre, 20 h 30
MEETING
de l'Humanité Rouge
au MANS

A paraître prochainement

« LE SOUFFLE »

(édité en supplément à *l'Humanité rouge*)

BULLETIN DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES SUR LE FRONT CULTUREL

L'EXEMPLAIRE : 2 F

Tirage limité

Passez dès maintenant vos commandes à *l'Humanité rouge*

(Frais d'expédition : 20 % en sus)

Le Tiers-Monde

force motrice de l'histoire

(Extraits d'un article du « Renmin Ribao » publié le 14 octobre)

Après avoir évoqué les changements intervenus dans le monde depuis la seconde guerre mondiale et indiqué qu'à l'heure actuelle, notre globe comporte « trois parties », « trois mondes », l'auteur a examiné quelques faits significatifs, qui prouvent que le Tiers-Monde « pousse avec force la roue de l'histoire ».

Quelques faits

...1. La lutte héroïque du Tiers-Monde contre l'agression a remporté victoire sur victoire. *Les peuples des trois pays indo-chinois* ont vaincu l'impérialisme américain, ce monstre colossal, donnant ainsi un brillant exemple aux petits pays de vaincre les grands, aux nations faibles de battre les fortes. Ceci a raffermi considérablement la confiance du Tiers-Monde dans la résistance à l'agression des superpuissances. *Les peuples arabes et palestiniens* ont donné, dans leur 4e guerre du Moyen-Orient, de lourds coups à l'agresseur israélien appuyé et encouragé par les deux superpuissances et ont illustré la grande force de l'unité des peuples arabes en lutte.

2. *Les mouvements de libération nationale se sont développés impétueusement en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.* Il n'y avait que quelques pays indépendants en Afrique au début des années 50, mais le chiffre s'est élevé à 42 dans les années 70. Les peuples des colonies portugaises en Afrique ont remporté de grandes victoires dans leur lutte armée. Après l'indépendance de la Guinée-Bissau, le Portugal a du reconnaître le droit du peuple mozambicain à l'indépendance...

...3. *Les superpuissances ne sont plus en mesure de contrôler les nations unies.* Les pays du Tiers-Monde constituent la majorité écrasante à l'ONU, changeant ainsi la composition de cette organisation mondiale. La restauration de la Chine dans ses droits légitimes à l'ONU constitue une victoire commune des pays petits et moyens qui luttent dans l'unité...

4. *Le Tiers-Monde a mené une lutte résolue contre l'exploitation et le pillage auxquels se livrent les superpuissances.*

(L'auteur rappelle l'importance de la sixième session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières).

Il s'agit là d'une initiative historique. De nombreuses organisations internationales des pays producteurs de matières premières ont été formées les unes après les autres. La lutte que mène à présent le Tiers-Monde pour sauvegarder la souveraineté d'Etat et les ressources nationales et pour développer l'économie nationale, sur la base de la consolidation continue de l'indépendance politique, montre que la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme qui gagne en profondeur est entrée dans une nouvelle étape.

5. *Les pays du Tiers-Monde combattent la domination, la subversion et l'intervention.* Selon les données incomplètes, 20 pays du Tiers-Monde ont, depuis 1971, débusqué plus de 7700 espions des révisionnistes soviétiques dont 200 environ ont été expulsés. Les pays du Tiers-Monde connaissent de mieux en mieux le visage hideux des sociaux-impérialistes révisionnistes soviétiques et aiguisent leur vigilance révolutionnaire.

6. *Les pays du Tiers-Monde ont tenu dans des cadres différents des conférences au sommet* pour coordonner leurs actions et renforcer leur unité, ce qui traduit pleinement leur détermination de s'unir pour faire face ensemble à l'ennemi, et démontre l'apparition du Tiers-Monde sur l'arène internationale en tant qu'une puissante force indépendante.

Force principale contre l'impérialisme et notamment les deux superpuissances

Il est historiquement inévitable que le Tiers-Monde devienne une grande force motrice révolutionnaire, faisant progresser la roue de l'histoire du monde. Les marxistes soutiennent toujours que les nations opprimées du monde sont douées d'un potentiel révolutionnaire et inépuisable à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Elles sont démographiquement les plus nombreuses et sont les plus opprimées. C'est pourquoi, elles joueront immanquablement le rôle révolutionnaire le plus grand dans la cause des peuples du monde pour écraser l'impérialisme. La révolution anti-impérialiste de par le monde se développe rapidement. Les mouvements de libération nationale de tous les pays convergent en une force principale directement à l'assaut de l'impérialisme, des superpuissances en particulier.

La Chine appartient au tiers-monde

Pays socialiste en voie de développement, la Chine appartient au Tiers-Monde. Bien que son système social soit différent des systèmes sociaux de la plupart des pays en voie de développement sur les plans politique, économique et dans d'autres domaines. Les pays socialistes en voie de développement ont non seulement un devoir impérieux de soutenir la lutte de libération des nations et peuples opprimés, mais ils sont aussi victimes de l'agression, de l'intervention et des vexations de la part des superpuissances. Ainsi, doivent-ils former un front commun avec les nombreux pays en voie de développement dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme. *Le slogan militant formulé dans les années 20 par Lénine : « Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous ! » se traduit aujourd'hui dans la grande pratique révolutionnaire du prolétariat et des peuples du monde, forts des centaines de millions d'hommes...*

Les révisionnistes soviétiques ont peur du tiers-monde

La grande puissance de la solidarité militante du Tiers-Monde a jeté dans une folle panique la clique des renégats révisionnistes soviétiques. Dans le but de dénier le grand rôle historique du Tiers-Monde, celle-ci s'est efforcée d'accuser calomnieusement le Tiers-Monde en le qualifiant de « composition impure » et de groupe de pays « économiquement arriérés à conditions socio-économiques et systèmes politiques différents ». En outre, elle chante impudemment les louanges de sa « communauté socialiste » comme étant un « élément décisif » et une « force décisive » pour le destin du monde.

Il est vrai que le Tiers-Monde se compose d'un grand nombre de petits pays pauvres, mais, ils veulent s'émanciper et faire la révolution, car la pauvreté pousse au changement. Ils représentent donc une nouvelle force révolutionnaire montante. Quant au social-impérialisme soviétique, il est une force décadente, réactionnaire et moribonde, et la soi-disant « communauté socialiste » n'est qu'un système colonial de type nouveau. Ce système, comme le vieux système colonial, s'effondrera dans la lutte populaire du monde contre l'hégémonisme. La situation actuelle ne fait-elle pas voir que les petits pays pauvres du Tiers-Monde conjuguent leurs forces dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, plaçant ainsi les deux puissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis dans une position fâcheuse et les font trembler de peur ?...

...L'avenir est radieux, mais notre chemin est tortueux. Tant que les pays et les peuples du Tiers-Monde renforcent leur unité, s'unissent dans un front uni aussi large que possible à tous les pays du monde malmenés par les superpuissances, à tous les peuples du monde, y compris les peuples des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, et persévèrent dans une longue lutte inlassable, ils pourront enterrer pour jamais le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme des supergrands et accéder à un monde entièrement nouveau.

(Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité-Rouge.)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010. PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.